

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808-00-80 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722.
Imprimé par Rotographie.

rouge

VENDREDI
25 JUIN 1976

Belgique : 15 FB. Suisse : 1 FS.

Le 7^o plan des jésuites

Chirac a présenté, jeudi après-midi, devant l'assemblée nationale, la « philosophie » qui a guidé le gouvernement lors de la préparation du 7^o plan.

Entre autre objectifs le premier ministre se propose de revenir « le plus rapidement » à un rythme d'augmentation des prix inférieur à 6 % par an. La chanson commence à être connue, on nous avait déjà promis l'été dernier un taux d'inflation inférieur à 0,5 % par mois, aujourd'hui selon les aveux même de Fourcade ce taux approche de 1 %. Bref, en d'autres termes Chirac nous annonce que tout va continuer comme avant !!!

Autre objectif du 7^o plan : « assurer un emploi à tout français qui en veut un », alors que les services de prévision de ce même 7^o plan envisagent dans le meilleur des cas 700 000 à 1 million de chômeurs en 1980. Peut être que ce million là ne « voudra pas » travailler... La philosophie de Chirac : le jésuitisme ?



LES « BRADES » CHEZ DURAFOUR

200 entreprises représentées hier à Saint-Etienne. Une mobilisation unitaire était possible, c'est une démonstration de force étroitement CGT qui a été choisie. Le rassemblement a plus revêtu l'allure d'un grand meeting kermesse que d'une réelle coordination des luttes avec débats et échanges d'expériences.

Lire page 7

AFRIQUE DU SUD :



L'EXPECTATIVE

De nombreux blancs s'arment tandis qu'un ordre de grève circule parmi les mineurs noirs

Alors que de multiples actions sporadiques se déroulent dans tous les pays les autorités, en mettant en état d'alerte les forces de police dans plusieurs villes, semblent redouter une reprise violente des affrontements. Cette situation d'incertitude et de crainte est partagée par la communauté blanche dont la frange la plus réactionnaire commence à prêcher l'intransigeance totale. Toujours est-il que le nombre d'acheteurs d'armes à feu est en

nette progression. On a constaté par exemple vendredi dernier une queue de 500 personnes devant la boutique d'un armurier de Johannesburg. Les inscriptions dans les salles ou les carrières de tirs se sont multipliées. Le journal « The Star » publie même des conseils de spécialistes pour l'utilisation des armes à feu pour l'organisation de la défense civile au cas où de nouveaux troubles se produiraient.

Lire page 2

Chronique de juin 36

Interview de
Raymond Bussièrès

Lire page 10

Croisade en Yvelines

MARGUERITE CONTRE LES ROUGES

Parmi nos princes et nos larbins, nombreux ont été ceux qui ont vécu à l'heure des fatidiques élections italiennes. Le déferlement rouge pointait son nez, menaçant toute l'Europe du sud et en premier lieu, Rome, le siège de notre sainte mère l'église !

Ainsi au Vésinet, la valetaille au service de l'ordre établi n'a pu s'empêcher de frémir et, à l'exemple de la démocratie chrétienne transalpine, le maire républicain indépendant M. Joneman, a fait donner l'église et son goupillon.

Et c'est ainsi que dimanche dernier l'homélie anticommuniste du curé de la paroisse s'est trouvée retransmise par haut parleur dans les principales artères de la ville. C'était la fête de la marguerite : quelques rues étaient strictement réservées aux piétons, et au petit commerce. Les vésigondins purent alors entendre, entre deux séries d'annonces mercantiles, leur brave curé en appeler à « la vigilance contre le totalitarisme marxiste ».

Ce sermon n'est pas seulement le cri du coeur d'un prévôt voulant réveiller ses quelques fidèles au crucifix entre les dents. Il s'inscrit dans la campagne pour les prochaines élections de 77, que Joneman lance à grand renfort de bulletins municipaux. Dans les éditoriaux de ceux-ci, le maire explique qu'il ne s'agit pas de plaider pro-domo ou de satisfécit pré électoral, ceci pour mieux justifier ses pathétiques appels à ce « que notre vieille civilisation occidentale, qui craque parfois sur ses fondements, trouve en elle-même, dans un retour à ses sources les plus pures, l'énergie nécessaire pour retrouver sa dignité » le tout s'ajoutant aux ferventes dénonciations de la « pornographie dégradante » et de ceux qui « font de la violence et du crime un sacerdoce ».

Vivement le jour où les notables comme M. Joneman n'auront d'autres ressources (sacerdoce ?) que de se réfugier dans une soutane devant le déferlement du mouvement d'auto-organisation des travailleurs !

Et tant pis si Ste Marguerite ne souffre pas le rouge.

Conférence des PC : pour le plus petit dénominateur commun

Au bout de deux ans de préparations, de tractations et de tergiversations, le bout du tunnel est enfin en vue pour les soviétiques. La conférence européenne des PC se tiendra les 29 et 30 juin. Ce résultat n'aura pas été obtenu sans mal. Pour maintenir la fiction du mouvement communiste uni derrière son « grand frère » soviétique, les russes ont été obligés de faire un certain nombre de concessions non négligeables, aux « petits frères » qui choisissant une « voie nationale » se devaient de remettre en cause l'hégémonie du PCUS.

Ainsi, comme le dit Kanapa dans son dernier rapport au CC du PCF, le texte qui devrait être

adopté par la conférence « est très limité dans ses objectifs, il écarte toute idée de stratégie unique et met au contraire très fortement l'accent sur l'indépendance de chaque parti, sur sa complète souveraineté dans la définition et la conduite de sa politique. »

Le texte ne contiendrait pas l'expression d'« internationalisme prolétarien », remplacée par la pudique « solidarité internationale ». Si pourtant la tenue de la conférence, même avec un texte édulcoré, constitue un succès appréciable pour Moscou, les PC « dissidents » ne peuvent plus de leurs côtés se dérober à cette cérémonie formelle dans la mesure où l'accord politique se réduira au plus petit dénominateur commun.

Portugal : élections en sursis

L'amiral Pinheiro de Azevedo mourra-t-il avant l'heure légale d'ouverture des bureaux de vote, dimanche prochain ? En l'état actuel des choses, l'amiral reprenant conscience par intermittence, campagne se poursuit comme si de rien n'était. La commission nationale d'élection, réunie en fin de l'après-midi de mercredi à Lisbonne, a fait savoir que « l'empêchement temporaire d'un candidat à la présidence de la république n'altérerait pas le déroulement du processus électoral ».

Pourtant, même sur ce point, les opinions divergent. Il y a les partisans du report pour permettre à l'amiral de se remettre ou de choisir un successeur, et ceux

pour qui l'élection du président prend un caractère urgent, au vu de la situation économique qui du fait de sa faiblesse ne saurait souffrir que de nouveaux délais soient accordés avant que l'on ne s'efforce d'y trouver remède.

En tout état de cause, c'est aujourd'hui à l'amiral de trancher, en s'effaçant - d'une façon ou d'une autre - ou en se maintenant.

Mais de toute façon ses malheurs auront fait au moins un « heureux » comme le veut le dicton : le général Eanes qui maintenant ne peut plus douter de son élection à la présidence de la république portugaise. A moins que lui aussi...

AFRIQUE DU SUD

L'EXPECTATIVE

- Les condamnations internationales de l'Afrique du Sud se multiplient
- A Witbank des tracts appellent les ouvriers noirs à manifester.

Alors que les entretiens Kissinger - Vorster se poursuivent en Bavière entourés du plus grand silence quand à leurs résultats concrets les condamnations internationales à l'encontre de l'Afrique du Sud se multiplient. Après les manifestations de 30.000 personnes contre la venue de Vorster d'autres actions ont eu lieu en Allemagne.

L'URSS dans une déclaration de l'agence TASS vient d'appeler au boycottage international du régime sud-africain. De même les syndicats australiens ont décidé d'interdire pendant le mois de juillet tout commerce par air ou par mer avec l'Afrique du Sud. Quant aux neuf membres de la communauté Economique Européenne (CEE) ils n'ont décidé aucune démarche conjointe quand bien même partagent-ils les vues exprimées par Gensher le ministre des affaires étrangères ouest-allemand. La Belgique a pour sa part rompu ses accords bilatéraux avec Prétoria.

En Afrique du Sud un incendie a sérieusement endommagé des installations du journal *Beeld*. Ce journal publié en Afrikaans dans la région du Transvaal depuis 1974 appartient à une chaîne de publications du Parti Nationaliste du Cap, « *Nasionale Pers* », qui contrôle également le quotidien du Cap « *Bie Burger* ». Ce parti passe pour défendre les thèses « éclairées » et « libérales » du parti au pouvoir. Après les événements de Johannesburg il exhortait les autorités à aller jusqu'aux racines mêmes du problème de la majorité noire.

Pendant ce temps les brigades anti-émeute et les équipes de secouristes ont été mises en état d'alerte à Witbank (Transvaal oriental). En effet, selon la police, des tracts auraient été diffusés appelant à la grève les 35.000 ouvriers et les 4000 ouvrières noires de la ville en solidarité avec les victimes de Soweto.

F.T

« AMANDLA SOWETO » (1)

Soweto marque la fin probable de l'Eden sud-africain. Depuis la récession internationale rien ne va plus dans l'empire du rand (2). Jusqu'en 74 le taux de croissance de l'économie sud-africaine aura été exceptionnellement élevé atteignant cette année-là le chiffre de 18 %.

Mais au début de 75 le déficit de la balance des paiements atteignait 700 millions de rands. L'or, véritable baromètre de l'économie, a vu son cours international sombrer, frappant de plein fouet la politique d'exportation. Un autre fait important est l'absence de reprise économique, malgré l'amélioration de la conjoncture dans les pays occidentaux. Dès lors, ce qui prend forme, c'est une crise structurelle de l'économie sud-africaine.

Le 30 mars dernier, le ministre des finances présentait au Parlement un budget de 7,79 milliards de rands, consacrant plus du sixième de sa valeur à la défense nationale. Un budget pourtant considéré comme réaliste.

L'économie de guerre de cet Etat expansionniste, tournée vers les exportations et ouverte aux investissements étrangers est en déséquilibre. La première source de ce déséquilibre est bien entendu le budget de la défense nationale : 90 000 hommes sous les drapeaux, 195 000 en réserve, 42 % d'augmentation du budget en un an. Au point qu'il a fallu lancer un emprunt pour la défense nationale, sous la forme d'obligation, d'une valeur de 120 millions de rands.

La perte des marchés angolais et mozambicains est l'une des autres sources de déséquilibre, car la recherche de nouveaux débouchés dans le reste de l'Afrique par une subtile diplomatie des pots-de-vin reste encore assez modeste.

Le mal est au cœur même du système. Comment concilier en effet le développement économique, l'augmentation du potentiel industriel avec un apartheid dont les lois, les décrets, les codifications bloquent l'accès des masses africaines à une qualification et à une consommation décente ? Augmentez les salaires, libérez l'apartheid disent les secteurs éclairés de la bourgeoisie anglo-saxonne au Parti Nationaliste de Vorster. Impossible répond celui-ci, redoutant l'engrenage d'un débordement brutal.

Le régime a donc choisi la politique du louvoiement. Par-ci par-là, il rogne les aspects les plus ahurissants de l'apartheid, augmente quelque peu les salaires, sous la pression des grèves. Mais le projet central demeure. Il tient en un mot « bantoustan ». Il s'agit de ces sortes de réserves indiennes dans lesquelles sont parquées sous le contrôle d'une administration africaine, les masses noires par groupe ethnique.

Mais regrouper des terres, indemniser les blancs, déplacer brutalement les noirs, payer une administration africaine fantôme, tout cela coûte cher. Aussi ne reste-t-il à l'heure actuelle que la perspective immédiate de la prochaine indépendance du bantoustan que le régime de Vorster ne cesse de monter en épingle.

L'opération bantoustan arrive trop tard. Soweto l'a proclamé bien haut. Toutes les ethnies étaient là et criaient en même temps « pouvoir noir ». Après les lycéens refusant qu'on leur enseigne en Afrikaans, ce furent les étudiants, les travailleurs, les femmes... Un seul objectif : brûler les établissements publics, tout ce que le blanc a octroyé comme on... donne à un chien pour qu'il soit sage.

Généralisation de l'insurrection, contrôle de certaines entrées d'agglomération, c'est dans les grandes villes que tout s'est passé, là où les travailleurs écrasés, agglomérés, tassés prennent peu à peu conscience de leur force.

Et maintenant ? Quelles vont être les formes de recomposition du mouvement de masse, des organisations politiques et syndicales ? La South African Student Organisation (SASO), la South African Council of Trade Union (SACTU) pour le compte d'un mouvement de masse semi-clandestin, pourchassé et réprimé seront-elles des centres de regroupement et de mobilisation ? L'African National Congress (ANC) organisation nationaliste malgré sa pénétration majoritaire du très stalinien Parti Communiste sud-africain se servira-t-il de ces événements pour modifier sa politique de pression sur les secteurs libéraux de la bourgeoisie ? Y-aura-t-il une réelle liaison entre les groupes africains, métis, indiens, et même blanc après la solidarité réelle d'étudiants blancs dans la rue face aux policiers et à une population blanche hystérique ? car Soweto c'est aussi l'incroyable écart entre le potentiel de mobilisation et le développement du mouvement politique. L'ANC malgré sa publicité extérieure est encore peu implantée à l'intérieur. Il reste divisé et affaibli par le poids des bureaucraties extérieures et de la diplomatie africaine. Tout va se jouer maintenant.

C.GABRIEL

(1) « Pouvoir Soweto »
(2) Monnaie sud-africaine

ANGOLA

Les petites bassesses de l'impérialisme US

● Les Etats Unis mettent leur veto à l'admission de l'Angola aux Nations Unis

Grand numéro d'hypocrisie et de vertu effarouchée aux Nations Unies de la part des Etats-Unis lors du vote du Conseil de Sécurité sur l'admission de l'Angola comme nouvel Etat membre. Le représentant américain a opposé son veto à la résolution favorable à l'Angola, approuvée par 13 des 15 membres du Conseil. La Chine ne prenant pas part au vote afin de ne pas « donner de prétexte (au social-impérialisme) à prolonger ses actes d'agression et d'intervention » dans ce pays.

Les Etats Unis ont légitimé leur attitude par le fait que la présence de contingents cubains en Angola n'en faisait pas un état authentiquement indépendant comme le réclame la charte de l'ONU. Une décision qui a été « déplorée » par Louis de Guiringaud (France)

« *un pays doté d'un potentiel humain et économique aussi considérable que l'Angola, après avoir acquis son indépendance à la suite d'une longue lutte tiendra à affirmer sa personnalité au sein de la communauté internationale et à définir son propre destin, hors de toute ingérence dans l'exercice de sa pleine souveraineté* »...

Dans les salons feutrés de la diplomatie Onusienne, il est frappant de remarquer l'amnésie générale qui touche ces démarcheurs des intérêts innombrables. Oubliée l'agression internationale par fantômes et Afrique du Sud interposés, oubliées les années de manœuvres criminelles contre le peuple angolais et le silence de ces mêmes individus quand l'armée coloniale portugaise se livrait à ses génocides.

Ayant subis des revers militaires en Angola il est nécessaire aux gouvernements occidentaux d'atteindre leurs buts par d'autres moyens. L'arène internationale, les investissements, « l'aide » économique, autant de vols indirects pour y parvenir. D'autant que sur ce terrain, la direction petite-bourgeoise du mpla, à la tête de l'Etat n'y est pas insensible.

Le veto américain et la position française illustre ceci dit comme un espèce de partage des tâches au sein du marché mondial. Si des différences d'intérêts secondaires entre ces deux positions sont réelles, il serait cependant profondément erroné d'y voir des attitudes divergentes quant à la finalité voulue par l'Etat angolais par ces pays.

Franck Tenaille

Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque

Commandez le

N° SPECIAL Inprecor

« L'extrême gauche italienne et les élections »
● Documents programmatiques des principaux courants
A la librairie Rouge, 10, impasse Guéméné. 75004 Paris

ALGERIE

Référendum sur la charte nationale

Dimanche 27 juin : la phase 1 de l'opération « stabilisation » des rapports de forces au sein du régime algérien se terminera par l'adoption par voie de référendum d'une Charte nationale. Une conférence nationale s'est déjà réunie les 17, 18, 19 juin derniers pour effectuer une mise au point définitive de la Charte, à partir des rapports de synthèse présentés par les conférences régionales. Ce référendum sera suivi d'élections à l'assemblée nationale populaire. Ensuite viendront, selon les déclarations de Boumediène, le vote de la constitution, le 4 novembre (date anniversaire du déclenchement de la révolution algérienne). Le congrès du FLN et l'élection du Président de la République.

Après les campagnes de mobilisation de la population autour de la réforme agraire, puis de l'affaire du Sahara occidental, le régime de Boumediène va polariser l'attention de la population sur une série d'opérations électorales. La première phase est celle du vote de la Charte présentée par Boumediène lui-même comme « un phénomène politique sans précédent et d'une ampleur exceptionnelle ».

1962, les derniers coups de feu n'avaient pas encore cessé dans la casbah d'Alger, que déjà, les faiblesses structurelles du futur Etat indépendant se faisaient jour. Au sortir de la lutte de libération, une situation paradoxale s'est créée dans laquelle ni la bourgeoisie nationale (à cause de sa faiblesse due à la politique de l'impérialisme français), ni le prolétariat (à cause de la faiblesse ou de la trahison de ses organisations de classe) n'ont été capables de prendre en mains la direction du pays. Dans cette situation, la petite-bourgeoisie a assumé la direction de la lutte de libération a été projetée à la direc-

tion de la nation. Elle investira avec ses alliés l'état colonial laissé tel quel, alors qu'un mouvement important d'autogestion se développe parallèlement dans les entreprises et les domaines agricoles abandonnés par les colons.

Toutes les couches bourgeoises et petites bourgeoises, effrayées par l'apparition des masses sur la scène politique, se rallieront à la petite bourgeoisie de l'appareil bureaucratique de l'armée des frontières. La promulgation d'un nouveau code des investissements, l'abandon dans les faits de la réforme agraire, l'association des notables locaux aux affaires de l'Etat par le biais des assemblées populaires communales viendront sceller ces alliances de classe.

Cette couche petite bourgeoisie se dote d'une base économique solide par le biais de l'Etat bourgeois qu'elle contrôle, et met ainsi en place un appareil économique centralisé régi par les lois du capitalisme. Ce système, par l'importance de ses unités de production et grâce à la puissance de l'Etat, lui permet d'acquiescer l'hégémonie économique et lui donner les moyens de négocier avec l'impéria-

lisme les termes de la domination. Ainsi, grâce à son système économique : le capitalisme d'Etat, et son système politique : le bonapartisme, cette couche petite bourgeoisie se substitue à la bourgeoisie et s'affirme comme le meilleur garant des intérêts historiques de la bourgeoisie.

Par la mise au pas du syndicat de l'Union générale des travailleurs algériens et l'écrasement du mouvement étudiant, le régime remplissait une partie de son mandat. Par ailleurs, les succès du plan triennal (1967-69), très modeste, et le lancement euphorique du premier plan quadriennal (70-73) bien qu'elles allaient nourrir des illusions sur la capacité du régime à assurer un développement harmonieux de l'économie, n'ont pas empêché le développement de fortes contradictions. Le plan quadriennal prend six mois de retard en deux mois, et demande deux ans de plus pour sa réalisation. L'exode rural se développe et les luttes ouvrières redémarrent.

Pour assurer la cohérence et la survie de son système, le régime est contraint de ressortir le vieux projet de réforme agraire et propose aux propriétaires terriens une reconversion dans l'industrie. Ces derniers refusent et c'est l'ouverture de la première grande crise au sein du régime. La bataille est importante, le bonaparte Boumediène est obligé de descendre de son piédestal et de jouer de tout son poids. Finalement le projet passe, mais la brèche est béante.

Dès lors, les crises politiques ouvertes se succéderont : été 74, Conférence de la jeunesse, Sahara, appel du 9 mars...

Saïd Akli

Demain : Boumediène : les grandes manœuvres et la charte nationale

PANNE SECHE

L'écran correcteur supporte mal la chaleur. Il est tombé plusieurs fois en panne. Des fautes en ont profité pour émailler les colonnes de ce journal au risque d'exaspérer les lecteurs. Patience et astuce devraient vous aider à rétablir le sens de passages peut-être illisibles.

URSS

LA SECHERESSE A MOSCOU ?

La pénurie alimentaire s'aggrave en URSS. A Moscou, la ville la mieux approvisionnée, le beurre, la « kalbassa » (traditionnel saucisson russe), le sucre et la volaille commencent à faire défaut. A tel point que les magasins de la capitale ont décidé d'appliquer un début de rationnement pour éviter la constitution de stocks, auxquels les soviétiques ont souvent recours. 500 grammes de beurre par personne, 500 grammes de saucisson, un kg de sucre et un seul poulet. On imagine la situation dans le reste du pays. A 50 km de la capitale on ne trouve plus grand chose, si bien que les provinciaux sont obligés de venir en train à Moscou pour s'approvisionner, ce qui contribue encore à réduire les stocks et alimente la grogne des moscovites.

Pendant ce temps-là, le comité central du Parti adopte les résolutions sur l'agriculture à tour de bras, ce qui constitue un indice sérieux de la gravité des problèmes, (voir Rouge n°68) qui continuent à se poser dans ce secteur. Ce qui n'empêche pas le correspondant de L'Humanité de nous fourguer pour

la centième fois l'argument suprême : la météo. « Mais pourquoi incriminer le système soviétique lorsque les intempéries sont en cause ? ». Alors la sécheresse à Moscou ? La Pravda apporte elle-même une petite partie de la réponse : deux enfant demandent à leur grand-mère pourquoi elle ne leur donne plus de salade russe. La grand-mère répond qu'il faut des pommes de terre, des carottes, des concombres, des choux et oignons. Mais le train qui apportait les pommes de terre n'a pas été déchargé et elles ont pourri. 40 tonnes de carottes sont arrivées pourries et ont été mangées par les veaux. Des concombres venus d'Odessa étaient immangeables parce qu'ils avaient été chargés dans des tonneaux pourris. Des choux avaient mis dans les wagons ayant contenu des engrais et avaient dû être jetés. Un autre chargement de choux avait été aiguillé sur Smolensk qui en regorgeait et avait été distribué au bétail. Quant aux oignons, ils étaient vendus au marché noir. Et il en va pour l'agriculture comme pour la salade russe.

Sacha Blumkine

Lettre ouverte à Monsieur l'ambassadeur de la Junte militaire argentine

Nous avons reçu un communiqué de votre ambassade protestant contre la campagne qui « vise à discréditer la république argentine » et qui « fait état du refoulement de citoyens étrangers, vers leur pays d'origine ». Vous précisez que « bien que les textes légaux applicables dans ces cas déterminent que lorsqu'un étranger indésirable n'obtient pas son admission dans un tiers pays, il doit être renvoyé à son pays d'origine, le gouvernement argentin déclare formellement qu'aucun étranger n'a été ni ne sera remis à son pays pour des raisons d'ordre politique ou idéologique. ».../...

Sur les faits proprement dits, l'extradition légale ou paralégale, est en Argentine une réalité quotidienne. Nous tenons à la disposition de tous ceux qui voudraient le consulter un volumineux dossier de cas de latino américains arrêtés, torturés, assassinés en Argentine ; il sont fréquemment renvoyés dans leur pays d'origine pour être livrés aux bourreaux de Pinochet ou d'une autre dictature du cône sud. De trop nombreux cas prouvent de façon incontestable l'action commune des polices du cône sud, l'extradition n'étant qu'un des aspects de cette collaboration.

Dans les exemples récents : Ary Cabrera et Eduardo Chissela, uruguayens arrêtés en Argentine et dont les cadavres ont été découverts en Uruguay, Hector Gutierrez Ruiz et Zelmar Michelini, parlementaires uruguayens, arrêtés et assassinés à Buenos-Aires, dans une action conjuguée des polices argentine et uruguayenne. Il ne s'agit pas en général d'extraditions officielles. Si les arrestations et enlèvements sont souvent le fait d'hommes en civil, tous les observateurs savent qu'ils agissent librement en toute impunité, avec des véhicules et des cartes de la police et qu'il s'agit bien d'une répression organisée directement par le gouvernement argentin en collaboration avec les autres dictatures. Ces faits qui avaient déjà commencé avant le coup d'Etat n'ont fait que se multiplier et s'amplifier depuis.

Enfin, vous osez lancer « un appel aux institutions et aux hommes pour qu'ils obtiennent une autorisation de résidence dans leur pays pour ces étrangers ». Vous tenez là le langage de Pinochet il y a deux ans. En réalité la constitution argentine prévoit dans son article 23, le droit d'option qui permet aux personnes persécutées ou arrêtées de sortir du pays. La junte a suspendu ce droit et viole ainsi la constitution argentine et la Charte internationale des droits de l'homme. Les ambassades étrangères sont surveillées par l'armée et elles ont reçu une liste noire des personnes à n'accueillir sous aucun prétexte. Toute personne qui demande à sortir d'Argentine est en danger de mort.

Nous exigeons donc le rétablissement du droit d'option et des garanties reconnues par la Charte Internationale des droits de l'homme.

En particulier pour Edgardo Enriquez, dirigeant du MIR chilien, arrêté en Argentine en avril, nous avons tout lieu de craindre qu'il n'ait été livré au Chili. Le 14 juin, le chargé d'affaires de l'ambassade argentine à Bruxelles, a affirmé devant une délégation de juristes belges, qu'Edgardo Enriquez est bien prisonnier en Argentine ; si cela est vrai, nous exigeons qu'il ait la vie sauve, des garanties sur son intégrité physique, la connaissance de son lieu de détention et qu'il soit immédiatement autorisé à quitter le pays pour la destination de son choix. Nous exigeons la même chose pour tous les prisonniers politiques en Argentine.

Vous n'êtes pour nous que l'ambassadeur des bourreaux du peuple argentin. L'ambassadeur de ceux qui détiennent des dizaines de milliers de prisonniers politiques dans des prisons infames et des camps de concentration, de ceux qui torturent et assassinent chaque jour.

Le peuple argentin, lui, lutte et résiste à la dictature. Vive la résistance du peuple argentin

Comité de soutien à la lutte du peuple argentin
Comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien.

PORTUGAL

EANES, UN PROBLEME POUR LE PS

La direction du PS est dans l'embarras. Elle vient d'exclure précipitamment deux membres du parti qui avaient fait de la propagande sur les petits écrans en faveur de l'amiral Pinheiro de Azevedo. Mais elle n'ose pas trop loin dans cette voie de soutien intransigeant à Eanes. Les militants du PS qui ont accueilli, quelques heures avant l'infarctus fatal, l'amiral dans les locaux du journal de Porto ne sont pas poursuivis, non plus que les sections qui refusent de tenir des meetings commun avec le CDS et le PPD de soutien à Eanes. Le secrétaire de la jeunesse socialiste de Chaves a expliqué que son organisation avait décidé « de ne pas appuyer le général Eanes », le qualifiant de « droite qui n'a rien à voir avec le 25 avril, avec la révolution que les militaires et le peuple ont faite ».

Le PS multiplie les attaques contre la candidature d'Otelo Saraiva de Carvalho, dans un communiqué, l'homme de confiance de Mario Soares, Manuel Alegre, dénonce en Otelo « un aventurier, un divisionniste, un bonaparte et un péroniste ».

La suite est plus drôle. 24 heures après le communiqué nous discutons de la situation du PCP dans cette campagne électorale avec Helena da Costa, membre du comité central du parti d'Alvaro Cunhal. « Les propositions concrètes

qu'a faites le PCP pour améliorer la vie publique ont un écho certain dans le pays et même au sein du parti socialiste.

— Comment ?
— N'avez vous pas remarqué que le parti socialiste dans ses derniers communiqués reprend certains des termes que nous avons utilisé pour analyser la situation actuelle ?

— Lesquels ? Dans le communiqué écrit par Manuel Allegre pour dénoncer la candidature Otelo ?

— Oui.
— Comment ! Quand il traite Otelo d'être un candidat divisionniste ?

— Oui, exactement... Sans commentaire...

• L'accident coronaire de Pinheiro de Azevedo a surpris tout le monde. Le général Eanes a été le premier à envoyer un message de prompt rétablissement à celui qui venait de déclarer quelques heures plus tôt : « Depuis le 25 avril, j'ai voulu à plusieurs reprises arrêter Ramalho Eanes pour ses menées. Je ne l'ai pas fait uniquement parce qu'Otelo m'en a dissuadé ». Une fois son télégramme envoyé Eanes s'est précipité vers les studios de la télé, exigeant de pouvoir refaire son émission en direct : l'émission enregistrée était totalement consacrée à réitérer l'amiral qui avait eu le tort de dire à haute voix qu'Eanes et le 25 avril, ça faisait deux...

Impressions de campagne

C'était hier à Lisbonne, le dernier gala artistique de soutien des comités d'appui à la candidature de Ramalho Eanes. La réunion se tenait dans une petite rue derrière le Rossio, dans une salle habituellement réservée aux représentations de cirque et de mime pour enfants.

Dans le hall, les escaliers, et les travées, une paire de flics tous les dix mètres. Le baudrier est astiqué, la rouflaquette luisante et la mine obséquieuse : il n'est pas difficile de deviner pour qui ils vont voter dimanche. L'assistance est plus compositée : au centre, dans les travées de l'orchestre sont rassemblés quelques beaux échantillons de la moyenne bourgeoisie lisboète : des cadres moyens surtout, costumes marrons rayés, cheveux pompadés, et lourde chevelure qui marquent bruyamment les bonnes blagues que font sur scène les Sardou et Thierry le Luron portugais. Madame en tailleur strict est plus réservée. Les loges et le poulailler sont occupées par des jeunes gens très comme il faut malgré leurs drapeaux rouges : les militants du MRPP sont, entre deux cassages de gueule des colleurs d'affiches d'Octavio Pato ou d'Otelo, les partisans les plus ardents du candidat aux lunettes noires. Quand une douzaine de mégères interrompent la représentation en hurlant « Sa Carneiro, Sa Carneiro » pour saluer l'arrivée du dirigeant du PPD, nos maoïstes ont su préserver la dignité apartidaire de cette réunion, qui se sont levés dans un bel ensemble (ils formaient les deux tiers de la salle) en criant « Le peuple vote pour Eanes ». Difficilement supportable...

BOLIVIE

La répression s'intensifie contre les mineurs en grève

La grève des mineurs, commencée dans les premiers jours de juin, continue malgré l'escalade de la répression.

Le 22 juin, l'armée a investi le secteur minier de « Siete Suyos ». Forts d'une longue tradition d'autodéfense, les mineurs ont riposté avec leur arme traditionnelle : le dynamite. Selon le Haut Commandement Militaire, deux grévistes ont été tués au cours des affrontements. La dictature a d'autre part annoncé que 27 personnes, dont Victor Lopez principal dirigeant des mineurs ont été expulsées au Chili.

De nouvelles grèves de solidarité ont éclaté, notamment à l'université de Tarija et dans la ville de Trinidad, où les ouvriers observent des arrêts de travail tournants. Malgré les difficultés économiques considérables que lui crée la grève des mineurs, la dictature annonce qu'elle ne cédera jamais. Ce qui implique que le Président Bolivien le général Banzer, a reçu des assurances de « solidarité » financière de la part de ses maîtres américains et Brésiliens. Pour démoraliser les travailleurs, le gouvernement fait courir le bruit que dans certaines mines (Huamuni, Catavi, Siglo), le travail aurait repris. Mais rien n'est venu confirmer ces nouvelles. L'épreuve de force ne fait donc que s'amplifier.

A.V.

aux quatre coins du monde

APPEL POUR EDGARGO ENRIQUEZ

A Kestler (prix Nobel), R. Barthes, W. Jankelevitch, E. Leroy-Ladurie, L. Schwartz, A. Soboul ; P. Vidal-Naquet et 260 universitaires français gravement préoccupés du sort d'Edgardo Enriquez Espinoza, dirigeant de la gauche révolutionnaire du Chili (MIR), fils de leur collègue, professeur à l'université d'Oxford, Mr Edgardo Enriquez Frodden, et frère de leur collègue, assistant associé à la Sorbonne, Mr Marco Enriquez, arrêté le 10 avril dernier à Buenos Aires et au mépris de la Convention internationale des droits de l'homme, livré à la junte chilienne qui le détient depuis plus d'un mois

- exigent des gouvernements intéressés que toute la lumière soit faite sur la situation actuelle d'Edgardo Enriquez Espinoza

- demandent au gouvernement demandant au gouvernement argentin en réparation d'un acte déshonorant, son intervention immédiate pour la libération d'Edgardo Enriquez Espinoza

Meeting de soutien x mouvements de libération en Afrique australe toujours au 44 rue de Rennes, le jeudi 24 à 20h organisé par 26 organisations parmi lesquelles le MRAP, le Comité Anti-Apartheid, le PSU, la CGT, la CFDT, le PS, le PC, l'AFASPA...

PREMIERE SESSION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

La tâche essentielle de l'assemblée nationale unifiée vietnamienne sera la formation d'un « Etat prolétarien » a déclaré jeudi M. N'Guyen Huu Tho, président du « Conseil des sages » du gouvernement révolutionnaire du Sud-vietnam, dans son allocution d'ouverture de la première session de l'assemblée à Hanoi, selon radio-Hanoi captée de Hong-kong.

« Cette assemblée est destinée à mobiliser tout le peuple pour panser les blessures de la guerre, achever l'unification de la nation et permettre au pays de progresser rapidement vers un régime socialiste » a notamment déclaré M. N'Guyen Huu Tho. Les 492 membres de l'assemblée, 249 représentants du Nord et 243 du Sud, devront mettre au point une législation menant à l'adoption d'une nouvelle constitution, et nommeront un comité chargé de son élaboration a précisé M. N'Guyen Huu Tho.

M. Huu Tho a déclaré ensuite que l'assemblée entendrait d'abord un rapport du premier secrétaire du comité central du parti des travailleurs du Vietnam (Parti communiste), M. Le Duan, sur « la ligne politique révolutionnaire » dans les domaines intérieur et international.

Avant l'ouverture de la session, les 492 députés avaient rendu hommage à l'expresident Ho Chi Minh en déposant des gerbes devant son mausolée.

Après les déclarations de Chirac

UNE LIGNE DE FAILLE

« Un homme politique ne démissionne pas » a dit Chirac à Antenne 2.

La position du Premier ministre de Giscard devient chaque jour plus inconfortable. La raison en est qu'il sert une politique qui s'oppose inéluctablement à la survie du parti auquel il appartient. Le gaullisme devait mourir après la victoire de Giscard. La survie de l'UDR depuis 1974 repose sur une contradiction dont les termes ne cessent de s'opposer. Giscard s'est assigné clairement et de façon obstinée pour un « gouvernement du centre », pour une marche accélérée vers une Europe liée à l'impérialisme US, pour une révision de la politique de « grandeur » militaire héritée du gaullisme, pour un changement institutionnel vers un régime « présidentiel » puis « présidentiel », pour une politique frontale anti-ouvrière et pour des réformes-poudre-aux-yeux au service de la moyenne et grande bourgeoisie... Cette politique de Giscard est en échec, elle ne progresse que très lentement, par détour, à pas masqués : le groupe parlementaire UDR encore indispensable au pouvoir ne cesse de la freiner, de la limiter. Ce groupe parlementaire c'est ce qui reste du gaullisme moribond, arquéboute aux prébendes du pouvoir. Pour vendre chèrement sa peau, il mène des batailles d'arrière-garde du point de vue de la bourgeoisie en faveur de « l'indépendance nationale », contre « le retour dix ans en arrière en politique militaire », contre la loi sur « les plus-values »...

L'affaire des « plus-values » est symbolique de ces terrains d'arrière-garde sur lesquels peut s'entêter un parti qui n'a plus de perspectives. Comme il ne peut plus défendre la « grande » politique du temps des gaullistes, l'UDR s'empare de cette question et fait sentir une intransigeance sourde et confuse qui... révèle brutalement le degré de tension entre ces différentes cliques bourgeoises.

Chirac paie le prix de cette situation. Il lui faut faire le forcing pour intégrer l'UDR ou la « giscardiser », ou bien c'en sera fini... Les prochaines élections seront non seulement un affrontement avec l'Union de la gauche, mais l'occasion pour faire apparaître un « centre » neuf, une « autre majorité » au travers d'élections primaires... Lecanuet et Poniatoski guettent leur heure. L'échéance de la « destruction » ou de la « reconversion » du groupe parlementaire UDR est là : Chirac a, bien sûr, et de longue date, choisi la reconversion, mais si ses projets ont autant de mal à s'appliquer que la politique de Giscard, bientôt ce sera en termes de survie ou de paralysie du régime que cela se posera. Est-ce que ce sera à chaud ou à froid ? Dans une crise ? ou sobremment, à la rentrée par un changement de gouvernement ?

Une ligne de faille sépare les clans bourgeois : loin de l'avoir dissimulé, depuis deux ans Giscard à « tenu » malgré cette faille. Plus le temps passe plus le régime giscardien a besoin de régler cette question sous peine d'apparaître fragile et impuissant

aux yeux de tous.

Mais dira-t-on, comment se fait-il qu'un phénomène, « bien français » comme le gaullisme, puisse survivre, de façon anachronique avec autant de capacités de résistance ? A cela, deux réponses : la première est que pendant 15 ans, la « société du 10 décembre » qu'est l'UDR avait profondément investi l'appareil d'Etat, et que sa force est encore intacte à l'assemblée (« les plus-values ») la seconde est que les thèmes gaullistes nationalistes populaires, au lieu de tomber en désuétude sont aujourd'hui... repris par la principale organisation de la classe ouvrière, ...le PCF !

Georges Marchais est favorable à une défense tous azimuts pour la « grandeur nationale » et l'« Humanité » ne cesse d'ironiser sur l'incapacité des gaullistes à défendre leur propre politique. « Ils capitulent devant Giscard » dénonce le PCF ! L'éditorial de l'« Humanité » d'hier reprochait même à Chirac « d'abaisser l'UDR »... ! Le PCF est candidat pour se baisser très bas pour ramasser les morceaux de cette UDR dans son « union du peuple de France ».

Sans le renfort idéologique du PCF au gaullisme, le gaullisme serait mort plus vite et plus tôt. Et ce n'est pas Giscard qui aurait pu espérer en profiter ! M. Chirac aurait des états d'âme, aurait plus de difficultés à coordonner une « majorité » en crise face à la poussée du PCF et du PS, et serait vite réduit à la démission... forcée.

G.F.

Kanapa menteur ?

interviewé par Antenne 2, mercredi soir, Jean Kanapa a déclaré que, depuis 1963, le Parti communiste ne remettait plus en cause l'appartenance de la France à l'alliance Atlantique.

Or, dans le programme de gouvernement du PC « Changer de cap » qui fut publié en novembre 1971, on peut lire au chapitre : « Une politique extérieure d'indépendance, de paix, et de coopération » : « La France ne doit pas être engagée dans un bloc militaire quel qu'il soit. Le nouveau gouvernement prendra donc des mesures visant à dégager la France du Pacte Atlantique (traité de l'Atlantique Nord), organisation politico-militaire aux fins agressives, dominée par les Etats-Unis ».

TRIBUNE libre

Lutte Ouvrière

Pour des délégués du personnel qui soient des délégués des travailleurs

A Renault Flins, la direction écarte cinq militants des listes des candidats aux élections de délégués du personnel. Ces militants ont pourtant tous été choisis, lors de préélections, par leur section syndicale, ils ont l'appui de leurs camarades d'atelier. Devant un récent congrès du syndicat, ils ont obtenu 40 % des votes. Qu'importe pour les bureaucrates de la CGT. Ils sont de Lutte Ouvrière.

Ces militants s'adressent alors publiquement aux travailleurs de l'usine et les appellent à voter blanc ou nul ou à s'abstenir au premier tour afin de permettre, si le quorum n'est pas atteint, à tous les travailleurs qui le désirent de se présenter à un second. Révolution et la LCR, elles, prennent position contre cet appel sous prétexte qu'un second tour favoriserait les candidatures patronales. Le débat est donc relancé dans l'extrême gauche. Contrairement à ce que prétend ROUGE, il porte sur le fond et non sur la tactique.

Les travailleurs doivent-ils accepter que les directions syndicales aient seules le pouvoir de désigner les candidatures des délégués du personnel ? Nous, Lutte Ouvrière, répondons non. Les bureaucraties syndicales se moquent éperdument de toute démocratie ouvrière, elles excluent les opposants (du moins sur leur gauche), elles n'hésitent pas à dissoudre des sections syndicales lorsque les révolutionnaires y ont la majorité. Le monopole des présentations aux seuls dirigeants syndicaux, c'est l'impossibilité pour les travailleurs d'avoir les délégués qu'ils veulent.

De Bergeron à ROUGE, on nous rétorque que permettre des candidatures libres, ce serait permettre des candidatures patronales.

Le beau prétexte ! Depuis 1946, les syndicats patronaux, reconus, avec le droit de présenter leurs candidats, ne se sont-ils pas créés, dans certaines des plus grandes entreprises du pays, à Citroën, à Simca et dans bien d'autres endroits ? Barrage bien mince contre l'implantation d'un syndicat patronal que la loi actuelle ! Bergeron, lui, est d'ailleurs plus franc, qui récemment mettait en garde le patronat en expliquant que la fin du monopole syndical c'était la porte ouverte... aux gauchistes.

On voit bien les raisons du mépris des bureaucrates pour les travailleurs et leur désir de les tenir en tutelle.

Mais peut-on militer sérieusement pour qu'un jour les travailleurs gèrent eux-mêmes la société, se dire pour un régime de démocratie ouvrière, et aujourd'hui leur dénier le droit de choisir librement et démocratiquement leurs délégués ?

Le seul mode d'élections qui correspondrait aux intérêts profonds des travailleurs est celui des candidatures libres, par atelier (au moins dans les grandes usines) de façon que les travailleurs connaissent les candidats et puissent d'abord choisir en connaissance de cause, ensuite contrôler leurs élus, enfin les révoquer à tout moment s'ils ne remplissent pas leurs tâches.

Et si, grâce à un tel système, quelques délégués vendus aux patrons étaient tout de même élus (ce qui reste à démontrer, messieurs les bureaucrates !) ce serait moins grave que ce qui se passe actuellement. Et pour combattre ces faux représentants des travailleurs, il y aurait d'autres manières que de faire appel à une loi établie en collaboration par les bureaucrates syndicaux, les patrons et les politiciens bourgeois.

Dès aujourd'hui, là où cela est possible, il faut se battre pour que les travailleurs saisissent toutes les possibilités d'avoir des élections libres. Et spécialement là où les bureaucrates ont démontré publiquement qu'ils bafouaient la volonté des travailleurs et des syndiqués.

Ce combat fait partie du combat pour la démocratie ouvrière comme celui, dans les conflits, pour les comités de grève élus par l'ensemble des travailleurs et contrôlés par eux et non pas composés des seuls dirigeants syndicaux incontrôlables.

En le menant, même sans aboutir au succès dans l'immédiat, les militants révolutionnaires ne s'isolent pas de la masse des travailleurs, comme feint de le croire ROUGE. Ils s'isolent certainement moins que ceux qui sous prétexte de tactique font la cour aux dirigeants syndicaux et cautionnent leurs mauvais coups. Comme c'est le rôle de militants révolutionnaires, même quand ils sont minoritaires, ils préparent simplement les travailleurs à voir clairement où sont leurs intérêts et quelles sont les formes d'organisations qu'ils devront se donner pour les défendre.

Lutte Ouvrière

Après la mort de l'employé de banque

La thèse de la police contredite par la loi et les faits

Après la mort d'un employé de banque, tué par deux policiers, et les déclarations du directeur de la police judiciaire, la thèse avancée a été celle de « légitime défense devant un concours de circonstances induisant en erreur ». Et la presse de reprendre en chœur cette version.

Mais de grâce, avant de parler, relisez votre code pénal, Messieurs les beaux causeurs !

Art. 328 : « Il n'y a ni crime ni délit, lorsque l'homicide, les blessures, et les coups étaient commandés par la nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même ou d'autrui ».

Art. 329 : « sont compris dans les cas de nécessité actuelle de défense, les deux cas suivants :

- si l'homicide (...), si les blessures ont été faites (...) en repoussant pendant la nuit l'escalade, l'effraction des murs ou entrées d'une maison ou d'un appartement habité.

- Si le fait a eu lieu en se défendant contre les auteurs de vols ou de pillages exécutés avec violence ».

Et la jurisprudence d'ajouter : « la légitime doit en tout cas, constituer une défense à une attaque antérieure » (Crim. 7 juin 68, bulletin crim. N° 186 page 448)

Alors qu'on ne vienne pas nous raconter des salades pour les actes de deux petits zorros à



la gachette trop facile. Quand on nous dit que les pandores ont vu l'employé de banque, dans une glace, allongé sur son lit, dans sa chambre, sortir un revolver d'un étui, on reconnaît qu'il ne se trouvait pas en ligne droite de tir, qu'il devait avant tout se lever, qu'il n'a pu tirer le premier. Alors les flics avaient encore la possibilité de faire les sommations d'usage obligatoires, ils avaient le temps de se mettre à l'abri dans l'escalier. La légitime défense ne se trouve donc pas constituée. Par contre en entrant brutalement dans l'appartement, le soir, avec un réflexe à la OSS 117, c'est là que l'employé de banque, se trouvait lui, en état de légitime défense, et aurait pu

tuer les flics en toute impunité.

L'enquête devrait rechercher les responsabilités dans cette direction. Au vue des déclarations du directeur de la PJ, les fautes des policiers sont clairement établies. Si les sommations d'usage avaient été faites, il n'y aurait pas eu de « méprise ». Si l'enquête devait corroborer les déclarations du directeur de la PJ, il n'y aurait pas légitime défense, il y aurait crime.

Ce genre de « réflexe » doit nous prévenir au moment où l'on nous propose de mettre 2 700 policiers en plus, dans le métro, susceptibles d'être en légitime défense. Les couloirs y sont étroits, le diction populaire le dit. Jean-Gilbert de Cap

LE PARTI SOCIALISTE AU QUOTIDIEN

La fédération socialiste du Vaucluse a retrouvé ses forces vives en réalisant la fusion des anciennes et des nouvelles générations (Rouge du 23 juin). Celle du Finistère s'est reconstruite de toutes pièces après 1968 (Rouge du 24 juin). André Duret analyse

4) LES FRERES ENNEMIS DE LA LOIRE

aujourd'hui les difficultés qu'a rencontrées la fédération de la Loire après l'adhésion du courant « PSU » au moment des Assises pour le socialisme.

Le comité directeur du PS a passé des heures à débattre de la crise qui secoue violemment la fédération de la Loire. IL a fallu recourir à un traitement de choc. Tous les organismes fédéraux ont été dissous depuis septembre 1975. Les cartes du parti de 1976 n'ont pas été distribuées. Une délégation de quatre membres : 2 de la tendance CERES — ici, on dit les ex-PSU — 1 majoritaire miterrandiste et 1 délégué national, Paul Corbier, qui a une voix prépondérante, gère la fédération et tente de dénouer le conflit. Mais rien n'y fait et on ne voit pas poindre la sortie du tunnel.

Une mesure de dissolution a été envisagée et presque décidée à Paris, mais c'est une solution peu démocratique et impopulaire.

Un mélange détonnant

L'origine de la crise est des plus simples. Elle remonte à l'adhésion au PS du PSU de la Loire, en octobre 1974, après les Assises pour le socialisme. Premier facteur de discorde, ces ex-PSU, contrairement aux injonctions de Rocard, choisissent de rallier le CERES

et de passer dans l'opposition vis-à-vis de Mitterrand. Parti social-démocrate sans leaders et sans élus, la SFIO était moribonde dans le département. Cent personnes avaient peut-être la carte du parti, mais ils n'étaient pas plus de 15 à se réunir à Saint-Etienne. Cela a commencé à changer, à la suite du congrès d'Epinay, en 71. Des membres des clubs et de la Convention sont arrivés. Après les présidentielles de 1974, on assiste à une vague d'adhésion d'éléments inorganisés. La fédération devait compter bientôt dans les 500 membres.

Le ralliement de près de 400 anciens PSU bien organisés, implantés dans un bon nombre de secteurs, y compris des entreprises et des syndicats, provoque d'emblée une rupture d'équilibre. Deux traditions s'affrontent. En coulisse on reproche aux uns leurs attaches avec le clergé et en réplique on entend parler des « fidèles du Grand Orient ». Les majoritaires, anciens SFIO, conventionnels et nouveaux socialistes ont pour référence « théorique » un certain passé blumiste glorifié et mis au goût du jour par Mitterrand. Les ex-PSU ont

tion des luttes. La CGT est prépondérante dans les secteurs industriels, mais la CFDT a connu un grand développement dans d'autres branches à l'exemple de la sécurité sociale.

Ce courant dit minoritaire semble bien être majoritaire dans la Loire puisqu'il aurait recueilli au congrès fédéral de janvier 56% des voix. Il dispose des forces les plus jeunes, les plus dynamiques sans compter l'appoint de la CFDT. Les élections cantonales l'ont grandement servi, car c'est l'un des siens, Bruno Venin, qui a été brillamment élu à Saint-Etienne et que le « Progrès de Lyon » présente déjà comme le nouveau leader socialiste qui pourrait déloger Durafour de la mairie ou battre Neuwirth aux législatives. C'est un autre membre de ce courant qui a été élu à Roanne contre le député UDR Terrenoire. Il est exact, comme le font observer les majoritaires, que ce CERES de la Loire est d'un type particulier. Il porte l'empreinte d'Héritier et de Garnier, leader des ex-PSU qui a plutôt une réputation de « droitier ». Etrange coalition qui fait penser à un mariage de raison. Notons encore que certains responsables CFDT sensibles à la pression de la CGT ont fait le coup de poing contre le cortège des révolutionnaires au moment de l'affaire des comités de soldats. D'autres, heureusement, ont une conception différente de la démocratie et estiment même que les « gauchistes » font un travail utile et que l'on peut collaborer avec eux.

Les aspirations d'un syndicaliste libertaire

Le parti récolte ici, néanmoins, les fruits de la poussée nationale, tant au cours des élections qu'au plan du recrutement. A y regarder de près, on s'aperçoit qu'il est le confluent d'aspirations, de sensibilités les plus diverses. On peut être surpris, par exemple d'y rencontrer un vieux militant syndicaliste enseignant comme Félix Franc qui vient de vaincre aux cantonales le député Chazalon. Franc est connu dans le département pour avoir été longtemps secrétaire du Syndicat des instituteurs et de la FEN de la Loire. Il a appartenu un temps, à l'Ecole émancipée et nous a dit lui-même qu'il se ratachait au courant syndicaliste libertaire qui a de profondes racines dans cette région. La politique ne l'attirait guère. Il s'y est trouvé engagé au travers de l'action contre la guerre d'Algérie. Autant dire qu'il vomissait la SFIO de Mollet, Lacoste, Lejeune et Cie. Il adhère au PSU, mais ne s'y sent pas à l'aise et de démissionne bientôt

avec ses camarades de la vallée du Gier. Ceux-ci vont fonder plus tard la section du PS de Saint-Chamond, parvenu à l'âge de la retraite et dégagé de ses responsabilités syndicales, Franc rejoint le nouveau PS parce que à ses yeux, « il y avait un sang nouveau ». Il crée avec deux camarades la section de Riv-de-Gier qui s'est développée en trois ans et comprend trente adhérents. Il n'a pas voulu adhérer à la section de Lorette « qui était tout-à-fait SFIO au sens péjoratif du terme ».

Sur la lancée du succès des cantonales le PS pourrait connaître un nouvel élargissement « On peut certes, connaître des adhésions massives, pense Félix Franc, mais on risque d'avoir des ralliements de n'importe qui et pas nécessairement des socialistes ou des révolutionnaires. » Le danger d'un parti « ramasse-tout » préoccupe sérieusement ce militant expérimenté.

« Alors outre les restes de l'ancienne SFIO, réfractaire à l'alliance avec le PC et le courant deux (CERES, PSU) qui nous donne du souci, il y aura les nouveaux venus qui n'auront pas de conscience politique. Et puis il y aura ceux qui voudraient que le PS garde une ligne véritablement révolutionnaire. D'un autre côté le PC évolue et nous ne sommes pas tellement ravis de lui voir abandonner un certain nombre de choses. Alors, à titre personnel, je dirai que l'abandon de la dictature du prolétariat ne m'enchantent pas, ni les bras ouverts au peuple de France. En ce qui me concerne, c'est aussi un avis personnel, je rêve d'un parti socialiste qui serait assez révolutionnaire — et je ne dis pas cela parce que vous êtes rédacteurs à Rouge — pour faire la réunion d'une série de groupes qui m'apparaissent très importants car ils détiennent l'idée révolutionnaire, et dont je suis navré qu'ils travaillent en dehors parce qu'ils ne représentent aucune force pratique. »

Parti ancien, parti nouveau, parti-rassemblement, confluent d'espoirs, d'aspirations multiples et aussi, succès oblige refuge d'appétits, de petites et de grandes ambitions, le PS c'est un peu tout cela. Beaucoup de choses sont encore en gestation. Ce n'est qu'un début... on verra ce qu'il en sera à travers les combats et les épreuves plus rudes. Il ne sera pas aisé de répondre à toutes les attentes. Et qu'advient-il si le Parti subit certains revers? Autant de questions qui demeurent en suspens.

DEMAIN : LES JEUNES LOUPS DE LA FEDERATION DE PARIS.

A propos de l'article de Pierre Julien sur « La Vieille garde du Vaucluse », dans la série « Le parti socialiste au quotidien », (« ROUGE » du mercredi 23 juin)

Alors qu'une lutte importante se déroulait pour la réintégration de deux élèves-infirmiers licenciés après obtention de leur diplôme, nous tenons à préciser que le parti socialiste a effectivement protesté, notamment par des communiqués de presse de son secteur entreprise, mais n'a jamais engagé d'actions militantes sur le problème.

Quand a l'attitude d'Henry Duffaut, maire d'Avignon, nous tenons à préciser que ni les pressions de la gauche de son parti, ni la mobilisation des travailleurs ne l'ont fait reculer. Après avoir suspendu son vote, il l'a finalement maintenu en faveur des licenciements, et a ainsi, par sa voix prépondérante, jeté deux travailleurs de plus au chômage (voir « Rouge » du vendredi 7 mai).

groupe Taupe Rouge Santé-Avignon

notes politiques

QUAND LES ROLES S'INVERSENT...

Les expulsions vont bon train à Paris en cette saison... M. et Mme Dauplet, vieux couple de retraités, ont été expulsés hier matin du petit pavillon qu'ils habitent depuis 1945 par d'importantes forces de police qui ont finalement enfoncé la porte après une courte bagarre avec la famille.

Cette expulsion (et il y en a beaucoup d'autres ne l'oublions pas) a fait l'objet de nombreux commentaires, s'est déroulée en présence de beaucoup de monde et le Conseil de Paris avait demandé la suspension de la mesure d'expulsion... une fois n'est pas coutume...

Il faut quand même dire que le propriétaire du pavillon se trouve être le PCF qui tient à terminer la construction de son siège place du Colonel Fabien ; et qu'il semble bien que ce dernier soit victime d'une manœuvre d'intox en règle de la part de la majorité du Conseil de Paris. Le PCF avait, en effet, proposé aux époux Dauplet de leur acheter un appartement dans le même quartier. Le PCF précise « Notre attitude dans cette affaire est conforme à notre position constante qui consiste à garantir le relogement à proximité de son ancien domicile de tout expulsé. Si le gouvernement s'engageait sur une telle garantie, la campagne sur les expulsions perdrait du même coup tout objet ».

REPRESSION A LA PRISON DES MURETS

Dans un livre qui vient de paraître « Aujourd'hui la prison » Serge Livrozet, par le cas d'un détenu auquel la censure a interdit de recevoir la revue « Alpha de la médecine ». Et preuves à l'appui, il produit en annexe, des photocopies du bulletin de commande et la note de refus du directeur de la prison. Après la sortie de cet ouvrage, la répression ne s'est pas faite attendre. Jacques Lelong n°2251 a été renvoyé de l'atelier de travail, puis mis à l'isolement et a dû subir des fouilles quotidiennes. Les matons ont trouvé une boîte en carton qu'il s'était fabriqué lui-même. Interdit ça ! On n'est pas là pour se faire des boîtes en carton. Jacques est passé devant le prétoire, ce tribunal de la prison. Il a été envoyé au mitard, la prison dans la prison.

Depuis le 20 juin, Jacques Lelong est en grève de la faim illimitée. Il demande son transfert sur un autre centre, pour ne plus être en butte aux menées de l'administration. On peut écrire au directeur du centre de détention, 31 600 Muret.

DOCUMENTS

Designeur : Muret

COMMANDE DE CANTINE

Nom : L. Collège n° 124

Prénom : JACQUES Atelier : Médecine

N° de compte : 2261 Bâtiment : B

COMMANDE DU 23-12-75

Alpha de la Médecine

Reçu ne figurant pas sur la liste de choix de la bibliothèque

MAISON CENTRALE de MURET (31) BIBLIOTHEQUE

FEVR. 1976

Signature : J. Lelong

Aux cantonales

Les notables se ramassent à la pelle

« Une hécatombe de notables dans la Loire », titrait Le Progrès le 15 mars. Le commentaire des résultats du second tour des cantonales était lugubre. « C'est un vrai jeu de massacre, un souper de têtes décollées, six conseillers sortant sur huit, fauchés par la moissonneuse électrique, le résultat est sans appel. A Saint-Etienne le raz de marée a emporté presque toutes les dignes de la majorité présidentielle ». C'est un peu catastrophiste, mais cela tient à l'importance du gibier abattu dans un département où la droite s'est installée en maître exclusif depuis près de vingt ans. Battus, Faure, bras droit de Durafour à la mairie de Saint-Etienne, Mme Dorne, amie fidèle de Pinay, Mme Namy, suppléante de Neuwirth et deux députés, Chazalon et Terrenoire. Le PC solidement implanté, a recueilli plus de 27 % des suffrages au premier tour, le PS qui a l'handicap d'un grand passif de la SFIO, a obtenu 24,58 %. Le PSU a fait de bons scores. Au total le PC a quatre élus au lieu de deux, le PS a quatre élus également, au lieu d'un. Une nette progression des deux partis, mais comme ailleurs, une poussée plus spectaculaire du PS partant de plus bas mais devançant souvent les candidats du PC comme à la Grand-Croix, dans la vallée du Gier, où le vieux militant syndicaliste enseignant Félix Franc arrive devant le secrétaire fédéral du PC.

une profonde aversion de la social-démocratie et sont en quête d'une nouvelle tradition ouvrière en marge, également, de la filiation marxiste du mouvement ouvrier. Le point de rencontre entre ces deux courants est difficile et le choc assez rude.

Les majoritaires reprochent aux nouveaux venus d'avoir conservé leurs anciennes structures et d'agir de façon concertée pour s'emparer des sections et de la fédération. Ils se rebellent contre cette volonté d'hégémonie et en appellent à Paris pour les aider à enrayer cette mécanique. Les forces de la fédération sont maintenant de l'ordre de 1000 à 1200 membres. Les nouveaux adhérents ont le plus souvent 30 à 35 ans et le recrutement ouvrier reste encore faible.

Une main-mise de la CFDT ?

« En fait nous avons à faire à une main-mise de la CFDT départementale dirigée par Héritier et Chauvet sur le PS », nous a déclaré sans ambages l'un des dirigeants majoritaires. On mesure ainsi d'avantage l'enjeu régional voire national de ce conflit. Car Héritier est à la fois secrétaire régional Rhône-Alpes

de la CFDT et l'un des animateurs de la « gauche syndicale » dans cette centrale. D'aucuns lui prêtent des visées nationales au plan syndical. Si la Loire devenait un bastion CERES-Héritier, la Savoie étant déjà acquise à ce courant qui dispose également d'une forte minorité dans le Rhône, cela pourrait déboucher sur une zone « d'opposition » gênante qui échapperait à la stricte obédience miterrandiste. Elle sera peut-être récupérée un jour par Rocard, pensent certains.

Les jeunes cadres syndicaux arrivés conjointement avec les PSU sont convaincus qu'il faut faire table rase des « notables » du parti pour parvenir à rassembler les « forces vives ». Ils ne veulent plus donner la priorité aux joutes électorales. Le rôle des élus c'est de mener une action militante dans les quartiers et vers les entreprises. Une dizaine de sections d'entreprises auraient déjà été créées. La grande difficulté c'est l'encadrement et le dédoublement des responsabilités afin d'établir la séparation des actions syndicales et politiques. Les groupes du PS soutiennent les luttes dans l'entreprise, mais s'abstiennent de se prononcer sur la tactique et la direc-

PLOMELIN

LES GARDES MOBILES CONTRE LES OUVRIERES

A la Scaplen de Plomelin, les ouvrières étaient en grève depuis 36 jours pour une augmentation de 50 centimes pour toutes par heure, le 13^e mois et la 5^e semaine de congés payés. Il n'y a que 40 grévistes sur un effectif supérieur à 100, mais elles empêchent l'essentiel de la production, car toutes les mécaniciennes travaillant à la chaîne sauf une, sont en grève.

Depuis un mois, elles fabriquent et vendent pour leur compte des sacs de plage et des pochettes. Dans un atelier installé à l'union locale de Quimper.

Et depuis 15 jours elles ont installé un camp près de l'usine et empêchent les livraisons et les sorties de marchandises, organisent une garde jour et nuit par roulement.

Mais la fatigue vient et c'est au moment où plusieurs se reposaient de leur nuit de garde et où d'autres étaient occupées à la fabrication que le patron fit passer un camion, avec gardes mobiles à l'appui.

L'intervention policière

A 8 heures du matin, un car de gardes mobiles se met en place près de l'entrée, à 10 heures, un camion se présente pour prendre des marchandises. Après discussion avec les représentants des grévistes, le chauffeur fait demi-tour, mais le

patron le rattrape et le convainc de revenir. Les grévistes, ainsi que des militants CFDT présents et des étudiants de Rennes (en excursion, ils passaient par là) s'assoient sur la chaussée. Aussitôt les gardes mobiles interviennent et dégagent la chaussée en traînant ou portant les manifestants. Le même scénario se reproduit à la sortie du camion.

Mercredi après-midi en assemblée générale les grévistes décidaient de continuer la grève et d'intensifier la solidarité prise en charge par l'Union locale CFDT de Quimper. Le soir même, un « Fest Noz » de solidarité devant l'usine a regroupé un millier de personnes.

Les ventes directes sur les marchés et dans les entreprises, en liaison avec les sections syndicales CFDT, vont se multiplier ces jours-ci ainsi que les collectes. Il faut les aider à tenir. On peut adresser les chèques à l'UL-CFDT, 4, ter rue J. Jaurès à Quimper.

Correspondant Quimper



COUP POUR COUP

N° 6

LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE ET BATAILLE POUR LES 35 HEURES



Ligue Communiste Révolutionnaire
Section Française
de la Quatrième Internationale

3 F

Supplément à Rouge N° 63

DANS ROUGE
PROCHAINEMENT,
DES INEDITS D'UN AUTEUR
TRES CONNU

UN SECONDELEMENT POUR L'IDENTIFIER :
IL VECUT AU DEBUT DU SIECLE...



BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper ou recopier et à renvoyer à l'adresse suivante : JOURNAL ROUGE « SERVICES ABONNEMENT » 2 RUE RICHARD LENOIR A MONTREUIL 93 100

NOM	PRENOM	N°
RUE	CODE POSTAL	
VILLE		
TARIF ABONNEMENT NORMAL (encadrer la mention utile)		
	FRANCE	COLLECTIVITES ETRANGER
3 MOIS	80 F	130 F
6 MOIS	150 F	250 F
1 AN	300 F	500 F

TARIF ABONNEMENT VACANCES (encadrer la mention utile)		
	FRANCE	ETRANGER
15 JOURS	20 F	33 F
1 MOIS	40 F	65 F
2 MOIS	60 F	100 F

(Avion et pli fermé, écrire au journal)
POUR LES ABONNEMENTS VACANCES, SI VOUS ETES DEJA ABONNES, INDIQUER LE NUMERO FIGURANT SUR LA BANDE D'ENVOI OU JOINDRE CELLE-CI (STRICTEMENT INDISPENSABLE)

N° DE LA BANDE D'ENVOI
Compter un délai de 8 jours pour obtenir un abonnement ou un changement d'adresse.
LES CHEQUES D'ABONNEMENTS SONT A L'ORDRE DE DANIEL BENSARD.



40 000 Frs POUR ROUGE ÇA DEVIENT URGENT

Bien des camarades n'ont pas encore pris vraiment au sérieux notre appel. A force de penser que si ce n'est pas encore dramatique, ce n'est pas bien grave, ça devient tragique. L'argent reste au fond des poches ou sur les comptes en banque et n'arrive au journal qu'en quantité trop faible pour lui permettre de faire face à ses échéances. Les créanciers sont des gens qui n'attendent pas. N'attendez pas non plus pour reporter l'achat de cigarettes, de livres, de disques... Vivez en spartiates s'il le faut, mais envoyez dès aujourd'hui le maximum, renseignez-vous en téléphonant au 808 00 81 poste 226 sur les prêts sans intérêt que vous pouvez nous consentir. C'est par millions que l'argent doit rentrer dans les jours qui viennent, pour nous permettre de tenir en attendant le remboursement de TVA de 180 000 francs que l'administration n'est évidemment pas pressée de faire. Nous n'avons pas d'autre financier que les lecteurs. A vos porte-monnaies, à vos chèquiers !

SOUSCRIPTION

ANCIEN TOTAL	222 704,10
PM St Michel sur Orge	30,00
Deux syndiqués CCF	150,00
AN La Celle St Cloud	100,00
Militant CFDT Val de Marne	72,00
Conférence régionale GT Lille	305,00
BC Strasbourg	300,00
Diffuseurs Auxerre	150,00
AM Rennes	100,00
JPP Castillon	50,00
P Le Mle Chesnay	50,00
GC Orly	50,00
MR Le Pecq	100,00
CR Etudiant lettre Bordeaux	100,00
Diffuseurs Bayonne	400,00
TB et FB Instituteur (trice)	20,00
JL Le Havre	100,00
AJ Châlon	100,00
ML Vietnam	1 770,00
JB Grenoble	1 50,00
Diffuseurs Pitié	600,00
DD Paris	400,00
Anonyme Paris	100,00
Amphi droit Nanterre Paris X	120,00
GM Canteleu	40,00
NOUVEAU TOTAL	229 411,10
Chèques à l'ordre de Pierrette Chenot, Rouge, 2 rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil.	

Le rallye des « bradés de Giscard »

SEULE LA CGT...

● Et s'il avait été unitaire ?

Il est 10 heures. les premières voitures et camionnettes du « rallye des bradés » franchissent les portes de St Etienne. Pendant toute la matinée, les artères de la ville seront parcourues par les travailleurs en Lutte, venus là dans le fief de Durafour, « ministre du chômage ». Des tracts massivement distribués, numéros spéciaux du *Parisien Libéré*, jonchent les trottoirs.

Petit à petit, les stands commencent à se monter sous le soleil accablant. Plus de deux cent entreprises, environ, sont présentes.

A droite en arrivant, la longue caravane de l'imprimerie, branche largement représentée. Les voitures sont alignées côte à côte. Sur chacune d'entre elles, les fameux cerceaux noirs portant le nom des journaux disparus : *Depêche de Paris*, *Méridien*, *Paris-jour*, etc. Appuyés sur les pare-chocs, des panneaux retraçaient la lutte la plus connue, celle du *arisen Libéré*.

Parmi eux, l'un est consacré aux actions contre les camionnettes de livraison d'Amaury. Discret et mêlé aux autres, il ne signale pas ce qui s'est passé à Melun il y a quelques temps. A l'heure actuelle, en effet, il y a encore deux travailleurs du *Parisien* grièvement blessés, gardés à vue dans un hôpital de la région parisienne. Les flics les avaient coincés à la suite d'une interception d'exemplaires du torchon d'Amaury et avaient envoyé dans sa voiture sept grenades lacrymogènes. L'un des travailleurs blessés risque de perdre la vue et il

est dommage et étonnant qu'à aucun moment on ne signale cela.

C'est d'ailleurs une constante de ce rallye, où jamais le problème du vidage d'entreprises par les flics ne sera posé. Les violences policières sont à peine signalées.

Des points forts

Après la rotative un peu fanée du *Parisien Libéré*, les autres imprimeries sont là. Chaix distribue derrière les barrières d'entrée une carte de France situant les douze imprimeries occupées :

Chauffour, *Parisien libéré*, Caron-Ozane (récemment expulsée), SPEA-Anancy, Hélio-Cachan, Gramea-Nevers, Imprimerie de France à Choisy-le-roi, Chaix, Imprima, Michel d'Evreux, IMRO et une imprimerie toulousaine. Ceux de l'IMRO diffusent une bande dessinée retraçant leur lutte.

Un des gros points forts sera aussi la métallurgie, avec les machines-outils et l'aéronautique. Deux *Concorde* de la SNIAS de Toulouse et de Chateauroux sont en tête de la manifestation. Pour les machines outils, un gigantesque camion, drapeaux rouges et tricolores mêlés, de l'Atelier de mécanique industrielle expose l'une



L'étape de Paris (photo Rouge)

d'entre elles, décorée de badges. On ne l'a quand même pas offerte à la loterie organisée par les travailleurs.

La Chimie est là sous un énorme sigle et une banderole exigeant la nationalisation immédiate du trust Rhône-Poulenc, ainsi qu'une carte montrant l'implantation mondiale du trust : Argentine, Thaïlande, Uruguay, etc. A côté de Rhône-Poulenc textile, Péage-du-Roussillon est massivement représenté. De même les industries de la pharmacie : Aspro, etc.

Une crèche roulante

Des mineurs de fer et de potasse rappellent leurs conditions de travail. Il y a surtout une multitude de conflits plus ou moins connus. Tréfinmétaux, Ottawa à Soissons où les femmes occupent l'entreprise et s'organisent avec les hommes en roulement pour pouvoir s'occuper des enfants et ont été les seules à organiser une crèche roulante durant les trois jours. Obsession aussi, autre lutte de femmes qui dure depuis maintenant neuf mois et qui a un petit succès avec sa vente massive de maillots de bain !

Ceux de Triton, de Fougères qui vendent des chaussures, de Griffet, d'Idéal-Standard et aussi Lip. En effet Lip est là, abrité sous un petit parasol fleuri et sous un panneau retraçant le chômage en Franche-Comté. Leur stand, la fameuse brochure sortie par la CGT à la fin du conflit et enfin un tract dont presque la moitié est consacrée à l'amalgame entre Neuschwander et la CFDT.

Triste et vide

Ce tract est le seul dans ce rallye qui attaque violemment une section CFDT mais il est néanmoins significatif du climat qui préside à ce rassemblement. En effet, le caractère étroitement CGT, la référence

permanente au programme commun, et la librairie contient tous les

ouvrages du PCF sur l'économie.

De nombreuses entreprises sont là, et parmi elles certaines sont significatives. Mais l'allure générale est bien celle d'une kermesse triste et vide. Vide comme dans les autres villes où des rassemblements ont eu lieu, à Clermont-Ferrand et Lyon. Rares en effet sont les délégations des entreprises des villes d'accueil qui sont là et vide aussi car, comme nous le dira un participant au rallye « une fois que t'es arrivé tu t'installes, tu prends tes aises, tu vois combien coûte la bouffe, tu vois où tu vas te loger et après t'as quartier libre, tu vas en ville ». Puis « le seul moment où il y a eu de l'ambiance c'est quand on traversait certaines villes, sinon c'était pas tellement la grande joie, on a pas tellement discuté entre nous ».

Effectivement, ce seront dans tous les cas des secrétaires condamnés qui prendront la parole, Henry Krasucki hier soir à St Etienne. La contribution des travailleurs étant limitée à celle de témoignages. Ainsi malgré Ferrat qui passe et repasse sur les ondes, malgré la fanfare de Montreuil qui ira jusqu'à jouer la *marseillaise* le soir dans le camping et à demander en vain aux travailleurs présents de se lever, l'ambiance n'est pas à la joie et beaucoup préfèrent aller boire en ville.

Pourtant on sentait là une réelle combativité, dans les rares comités de chômeurs présents comme Nantes ou Strasbourg ou dans des stands, les drapeaux rouges souvent brandis dans les voitures ou les camions. Hier étaient rassemblées plus de deux cent entreprises en lutte, étaient concentrées des mois et des mois d'action, des centaines de milliers de journées chômées, une volonté de lutter et de gagner indéniable mais le sectarisme comme la manière de canaliser le mouvement qui caractérisaient ce rassemblement visait à en faire une simple démonstration de l'implantation de la CGT et non pas de la force des travailleurs dans les usines.

S.T.

Chèques postaux (Rouen)

UN MELANGE DETONNANT

les groupes de vérification (GV) aux chèques postaux de Rouen, c'est trente degrés dans une salle de travail où l'on bosse à 260, surcharge de travail avec suppression de postes et d'effectifs, insuffisance du personnel de remplacement pendant les vacances. Ajoutez y une circulaire d'un chef de centre qui oblige les filles en brigades dans les GV à aller faire du tri en plus de leur boulot. Ça produit forcément un mélange détonnant. Les filles refusent d'aller au tri. Le chef de centre, furieux, convoque quatre filles. Elles y vont, accompagnées d'une déléguée CFDT et d'une déléguée CGT et de la quasi totalité des brigades de GV. Le chef de centre refuse de recevoir les déléguées et les autres brigades venues affirmer leur refus collectif

d'aller au tri. Il se permettra même quelques violences. Alors depuis lundi matin 21 juin, on est en grève du zèle. Seule solution pour faire aboutir nos revendications : création de groupes supplémentaires et création d'emplois titulaires.

Correspondante Rouen.

● Les nouvelles galeries de Clermont sont en grève sur le réajustement des salaires pour atteindre ce que les travailleurs ont déjà obtenu à St-Laurent du Var (les écarts de salaires vont jusqu'à 700 F par mois !). La grève reconductible est suivie par plus de 80% du personnel. Deux entrevues ont eu lieu jusqu'ici avec la direction. Elles n'ont rien donné. (Correspondant)

en lutte



Hier à midi, la section CFDT de l'administration centrale, avenue Victoria à Paris, distribuait des tracts et faisait une vente de brochures (le guide pratique de la Fonction publique). Alors qu'il s'agit d'une cativité syndicale parfaitement anodine et légale, il a sommé tout le monde de partir, sous peine d'évacuation par les flics. Comme personne n'est parti, il a effectivement fait appel à la police. Quand les agents sont venus, il leur a fait savoir par écrit qu'il requérait la force publique pour assurer l'évacuation des locaux administratifs. Les flics ont alors arrêté sur son ordre Pierre Rusti, secrétaire général du syndicat CFDT de l'AP, ainsi qu'un autre militant, secrétaire de la section CFDT de l'Avenue Victoria.

Ce coup de force anti-syndical de Lafougue est sans doute lié à ses propres projets d'avenir. Ne dit-on pas en effet que ce directeur du personnel de l'A.P. va bientôt passer préfet ?

En tout cas, c'est une atteinte aux libertés syndicales sans précédent à l'AP. Et les travailleurs n'entendent pas en rester là.

Correspondant AP

● ON REPRIME A L'ASSISTANCE PUBLIQUE

● Lyon : les travailleurs de la Direction Générale des Impôts en lutte pour les 35 H.

Pour imposer leurs revendications, les employés ont décidé en Assemblée Générale (appelée par l'Intersyndicale cgt,CFDT,FO,SNUJ) de procéder pendant trois jours à une réduction du temps de travail en installant des piquets dissuasifs à l'entrée des bâtiments et en différant leur entrée d'une heures par jour.

Correspondant

● Caluire-Légumes à Lyon : 9 ouvriers tunisiens en grève depuis cinq semaines.

Dans cette entreprise qui livre des légumes pour les grandes surfaces, les ouvriers travaillent 50 à 59 heures par semaine dans des conditions très dures. Les grévistes demandent 9,50 de l'heure, 150 d'indemnité pour le logement et celui-ci en cabane et non en foyer. Le patron, Charbotel, président de la Chambre patronale de l'agriculture, multiplie les recommandations. Malgré cela, un gala de soutien a réuni 1000 personnes le Vendredi 18 juin et une manifestation a lieu aujourd'hui qui partira des PTT de Caluire.

Correspondant

● Renault-Flins : grève dans deux secteurs depuis le 12 juin.

Les jockeys(ouvriers amènent les voitures du bout de chaîne à la piste d'essai) et les poseurs de plaques d'immatriculation procèdent à des débrayages de 2 heures par jour pour obtenir le même coefficient que ceux qui effectuent les essais. La dijection s'est juste à présent montrée intransigeante mais la livraison des voitures est désormais menacée.

Correspondant

TRIBUNE des luttes

Communiqué

Après le licenciement de six élèves-infirmières de l'hôpital psychiatrique Ste Marie de Clermont-Ferrand, la direction a voulu aller encore plus loin en convoquant un nouveau conseil technique mercredi 23 juin, pour étudier le cas d'un élève qui, à l'annonce des premiers licenciements, aurait soi-disant injurié des membres du conseil technique. Cet élève ayant été préalablement admis en troisième année.

Lundi 21 juin à 16 heures, une assemblée générale des personnels eut lieu, convoquée par la CGT et la CFDT. La CFTC, d'abord d'accord, se désolidarisa de l'action au dernier moment. Il fut décidé d'appeler à un débrayage pour le 23 à huit heures et de partir en délégation pour le conseil technique afin d'obtenir la réintégration des six élèves licenciés et d'éviter un septième. Pour préparer ce débrayage, un tract CGT-CFDT fut diffusé et une pétition circula. Elle ramassa en une seule journée, 150 signatures.

Le mercredi 23 à huit heures c'était près de cent personnes, toutes catégories comprises (médecins, psychologues, assistantes sociales, infirmiers, kiné) qui se retrouvaient à l'entrée de l'hôpital, pour aller au conseil technique. C'était la première fois que le personnel se mobilisait pour défendre les élèves licenciés. Une partie importante du personnel a pris conscience que si la direction frappait aujourd'hui les stagiaires qui risquaient de mettre en cause sa politique, demain ce serait le tour des diplômés de subir la répression patronale. Devant la mobilisation des travailleurs, la direction recula et mettant un blâme et trois jours de mise à pied à l'élève accusé.

Ce résultat peut-être considéré comme positif car la direction était absolument prête à un septième licenciement. Seule l'action des travailleurs l'a faite reculer. C'est une leçon pour l'avenir. Il ne faut s'arrêter là. Les six autres licenciements sont maintenus. La direction qui a reçu les délégations syndicales après le conseil technique du 23 s'est refusée à recevoir les licenciés pour leur donner des justifications et revenir sur sa position. Les organisations syndicales s'engagent donc à poursuivre l'action sous toutes les formes possibles. A l'heure où le chômage frappe de plus en plus, à l'heure où les travailleurs subissent continuellement la répression patronale, la direction du CNP ST-Marie saura que les travailleurs ne se mettent pas à genoux.

Section syndicales CGT-CFDT du CNP Sainte-Marie de Clermont-Ferrand.

FEMMES

un fantasme ? Non ! Une menace permanente et terrible pour toutes

RAS LE VIOL !

L'angoisse du viol, nous la vivons quotidiennement ! Nous n'avons pas eu besoin de connaître la répression au Viet-nam, au Chili ou en Argentine où le viol est utilisé comme politique de répression et de torture contre les femmes pour nous sentir concernées par le viol.....

L'angoisse du viol, nous la vivons quotidiennement ! La réunion se termine, il est 11 h ou minuit, il va falloir rentrer. Seule ? « Est-ce qu'un tel qui a une bagnole pourrait me déposer ? » T'exasagères, il y a encore des métros ! « T'exasagères, tu n'habites pas loin ! »

Cette réaction, combien de fois, l'avons nous rencontrée, à la fin d'une réunion où nous étions la seule femme présente. Dans ce cas là, pour garder sa dignité, on n'insiste pas ; blessée, déçue on se dit même, parfois, qu'ils ont raison, qu'il faut apprendre à être audacieuse, comme eux, en oubliant qu'ils ne risquent pas la même chose... on culpabilise d'être aussi trouillardes !

Après 10 heures il n'y a pour ainsi dire que des mecs dans le métro, et pour ces types qui rentrent à cette heure-ci, travailleurs ou autres une femme seule, non accompagnée, c'est une putain, ou en tout cas une « anormale ».

Presque tout est permis, l'agression sexuelle verbale directe, les attouchements....

Alors, on choisit son compartiment : il y a encore quelques femmes dans celui-ci

On est contente d'être mal fringuée

On évite de croiser le regard des types qui prennent tout pour une invitation et vous traitent de salopes si vous les rembarrez.

On se plonge crispée dans n'importe quelle lecture ou on regarde ses pieds, ses mains comme bouée de sauvetage.

A la sortie du métro, on fait gaffe de n'être pas suivie, on marche plus vite, le plus vite possible ! Ouf ! On est arrivée !

Nous vivons le viol comme une menace permanente et ce risque d'agression sexuelle s'ajoute aux agressions que toutes les femmes connaissent ; les agressions verbales, les regard vicelards qui déshabillent, les attouchements au passage.... Le manque d'audace des femmes, ce n'est pas le résultat de la seule éducation passive des petites filles. Il est fondé sur l'expérience et le sentiment du risque.

Si nous voulons que les femmes sortent de leur timidité, il faut que l'ensemble des militants prennent conscience que « notre peur est fondée ! » combien de femmes refusent d'aller à des réunions le soir, si elles n'ont pas de voiture, par peur panique de rentrer seules chez elles la nuit ! Ce problème de la fin des réunions doit être discuté et que la solidarité entre copines mais aussi entre hommes et femmes se manifeste ! Apprendre à se défendre (le sifflet, les bons réflexes, la petite bombe lacrymogène), mais aussi raccompagner les copines sans voitures. Dans cette société, les femmes seules sont condamnées à être ou timides ou casse-cou....

Combien de filles ont culpabilisé d'autres copines par leur courage, souvent leur inconscience jusqu'au jour où ça leur arrive... Nous devons pouvoir sortir de cette alternative : ou l'angoisse la plus totale ou la témérité individuelle. Seuls, le débat et les solutions collectives le permettront. La mâle assurance des militants ne doit plus nous complexer ! Non, le viol, ce n'est pas des stoppeuses ou du - c'est toujours aux memes filles que ça arrive -

sous-entendant comme les réactionnaires que c'est à celles qui le cherchent, qui en ont envie que ça arrive. Non, le viol ce n'est pas un fantasme permanent pour les « mal-baisées » ! C'est une menace permanente contre les femmes seules qui « osent » sortir seules le soir ou aller seules au bistrot, donc les militantes en particuliers !

Nous militantes, nous sentons particulièrement concernées par cette campagne des femmes !

Il faut que les hommes les plus avancés se sentent aussi concernés, dans le syndicat ou « entre copains », qu'ils ne laissent plus passer une seule plaisanterie équivoque à ce sujet !

Ce serait s'en tirer à bon compte pour les militants que de se sentir à l'abri de cette campagne parce qu'ils ne violent pas, eux ! Ils doivent aussi engager des débats dans leur milieu et poser la question : « Pourquoi cette société est elle à ce point tolérante vis à vis du viol et, bien plus, l'encourage.... ? »

Claire, Vandale, Nelly.

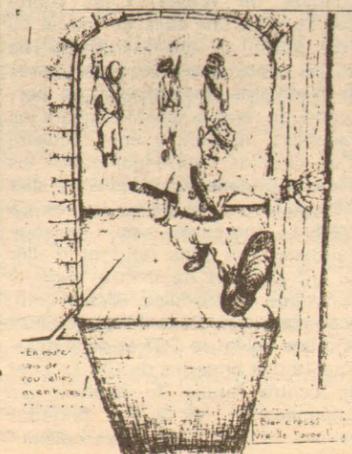
armée COMITE D'ACCUEIL A TUBINGEN

C'est une tradition solidement établie dans certaines casernes que de diffuser un tract d'accueil aux arrivants des nouvelles classes d'incorporation. C'est en tout cas une tradition du comité de soldats de Tübingen.

Mais pour l'incorporation de la 76/06 la diffusion a été un peu agitée. Comme à l'accoutumée elle était assurée par des camarades allemands. Mais cette fois la police militaire française a eu l'ordre d'intervenir, et plutôt rudement. Ce type d'intervention semble d'ailleurs devenir la règle depuis Constance. Quatre civils allemands se sont faits sérieusement molester par la police française. C'est donc au milieu d'un véritable quadrillage policier que les nouvelles recrues ont rejoint leurs nouvelles casernes. Histoire sans doute de les mettre tout de suite dans le bain.

CONCOURS DU MEILLEUR DESSIN ANTIMILITARIS TE

Aujourd'hui un dessin d'Olivier J. de Brest. Il a gagné un abonnement vacances.



Sécurité sociale

UN PETIT SERVICE, ÇA NE SE REFUSE PAS !

Dans les perceptions, il y a un service spécialement chargé de retrouver les gens qui « doivent » des impôts mais dont on a perdu la trace. Pour les retrouver, le meilleur atout est leur numéro de sécurité sociale. Avec leur nom, on peut aussi s'adresser aux mairies pour qu'elles communiquent les adresses (en cas de changement d'adresse) mais, de plus en plus, des mairies refusent de fournir ces renseignements. Avec le numéro de sécurité sociale, on peut à tous les coups retrouver un contribuable, à condition qu'il ne travaille pas au noir, et que son travail soit à peu près fixe.

Il suffit d'écrire au fichier central de la Sécurité sociale, à St Denis. On reçoit en retour l'adresse de l'employeur, et il devient possible de faire une « saisie-arrêt sur salaire » : l'employeur se voit tenu de retenir en une ou plusieurs fois selon la dette et le salaire (les barèmes sont fixés) la somme déclarée par la perception, je peux dire qu'on a beau essayer de saboter le boulot (fiches perdues, lenteur d'escargot...) ça ne change pas grande chose : le chef est là vigilant, et il n'est pas question de laisser passer quelques petits profits.

Si un contribuable meurt... il a bien de la famille, elle paiera. Si un contribuable est insolvable, rien à saisir, pas de salaire, en prison ou à l'hôpital... sa femme, elle travaille, on saisira son salaire à elle. Un contribuable doit des impôts vieux de quatre ans, pendant quatre ans, il n'a répondu à aucune lettre, dans ce cas précis, il y a prescription... Mais si on continue à le chercher à tout hasard, et si on le retrouve, on le fera payer quand même. J'ai vu une femme se présenter à la perception, elle devait des impôts de 1970 et savait qu'elle n'avait pas à les payer grâce à la prescription. Le personnel l'a convaincue du contraire. Comment aurait-elle pu se douter que des employées, qui n'y avaient aucun intérêt, lui mentiraient ! Elle paya !

Cette adhésion du personnel à son travail est un phénomène massif : il est dur de passer sa vie dans une perception à se dire qu'on

fait seulement un boulot stupide mais en plus un boulot de flic. D'autant plus dur que le patron est l'Etat et que les syndicats n'abordent pas ou peu la dénonciation de la profession, préférant se cantonner à la lutte pour de meilleurs conditions de travail et de salaires. Il y a des perceptions dans presque toutes les communes, ce sont donc de petits bureaux où le poids de l'idéologie est d'autant plus fort.

Dans le quartier, on se mobilise pour empêcher des saisies, il est temps de lutter aussi pour une prise de conscience des employé(e)s des perceptions et pour gagner leur solidarité.

N. T.



CHAMP SOCIAL

sommaire

ETÉ 1976

EDITORIAL

LES VIEUX

LES VIEUX SANS LA VIEillesse

LA FORÊTE AUX VIEUX

SEXUALITÉ ET TRAVAIL

LENDREZ-VOUS, LE TOURISME, VOYAGE ROUGE

NI VIE, PAS SURVIVRE

LA TRAFIC DES VIEUX

LES FOYERS PARENTS ROLAND

MAISON DE VIEUX

ROLAND AGENT

LES BESSONNETTES

LES LÈVRES DE MARSEILLE

LES TEMPS SONT DURS

HELENY PAROLLES DE L'IMMORTEL EN VIEUX

CHAMP SOCIAL, 1 rue des Fossés St Jacques, 75005 Paris.

Dans votre boîte aux lettres

Charmante attention...

La lettre s'adresse à « Monsieur le chef de famille » et elle est « personnelle ». Mais l'en-tête du dépliant suggère que le cas échéant « Madame » est concernée aussi par la marchandise proposée. « Monsieur » A la possibilité de la tenir informée. SAIL LE D2SIRE. Normal, c'est lui le chef.

D'une manière tout-à-fait mondaine, on excuse la démarche un peu cavalière qui consiste à adresser un envoi sans en avoir été prié, et puis on passe au vif du sujet. Les établissements SAMODIS (76 et rue Etienne Dolet 94250 Cachan), informent qu'ils inaugurent avec la pornographie libérée la plus grande et la plus efficace organisation de vente par correspondance. Ils proposent quelques nouveautés qui bouleversent vos notions de la pornographie actuelle. « Nous ne pouvions pas faire moins pour inaugurer nos rapports avec vous » est-il précisé avec cette courtoisie charmante qui fait la saveur de la lettre. En qio consistent ces nouveautés ? En revues, romans « très pornos », etc... ou sans illustration, en cahiers (« de bonne qualité »).

Le prix entre 30 et 60 F défient toute concurrence. Monsieur le chef de famille peut avoir confiance. SAMODIS est une maison sérieuse. La marchandise est présentée « de façon la plus séduisante et la plus discrète sans

marque extérieure et très bien emballée dans un emballage inviolable ». Bref, dans la grande tradition des bordels de luxe, on a le respect du client. La preuve, SAMODIS se méfie des « des curieux et des farceurs ». Des mineurs aussi. Si un chèque envoyé prouve bien qu'on jplus de 18 ans, tout autre modalité de paiement doit être accompagné d'une pièce justifiant l'âge du client : un décompte ou une carte de sécurité sociale, un acte de mariage ou de naissance, une attestation d'assurance automobile périmée, etc...

Alors, après avoir rempli ces quelques formalités, « Monsieur le chef de famille » (avec l'accord de Madame ?) recevra « La confession des quatre salopes », « La secrétaire rabat-teuse et lesbienne » (« magnifiques ouvrages avec beaucoup de couleurs ») ou bien une poupée gonflable (280 F) ou bien un godemiché (35 mm de diamètre, 150 mm de longueur, 250 F), etc... Comment Monsieur le très respectable, le très prude, très honorable Chef de Famille pourrait-il résister ?

LE FLICAGE, ÇA EXISTE...

Qu'il y a-t-il dans un numéro de sécurité sociale ?

Ex : 1.17.10.78.557.043.098

1 : c'est un homme (2, c'est la femme, comme par hasard)

17 : il est né en 1917

10 : au mois d'octobre

78 : dans les Yvelines

557 : à St Hilaron (cf code officiel géographique)

043 : numéro d'inscription sur le registre d'état civil de la mairie du lieu de naissance

10 : régime de SS, ici le régime général (régime étudiant 25)

098 : numéro du centre auquel l'assuré est affilié, le plus proche de son domicile.

Et voilà, déjà pas mal de renseignements sur le citoyen Dupont. Plus dangereux encore, depuis fin 1973, le plan Safari a introduit à la sécurité sociale le « chiffre clef ».

C'est un groupe de deux chiffres, appelé dans un proche avenir à condenser, synthétiser, tous les renseignements contenus dans le numéro classique encore en vigueur actuellement. Ce chiffre s'obtient en divi-

sant le numéro d'immatriculation par 7, le reste sera le chiffre clef !

Et tout ça c'est efficace, j'en ai fait personnellement l'expérience.

Ma femme avait perdu en 1975, sa carte de sécurité sociale alors qu'elle présentait ses papiers pour un contrôle routier. J'étais au service militaire en stage de transmission ce qui m'a valu, dans la réserve, d'être versé d'office dans la gendarmerie nationale comme auxiliaire, avec obligation de me présenter deux fois l'an au « Bastion XIV » pour mise à jour de ma fiche signalétique. Je ne m'y suis pas précipité ! Quelle fut ma surprise quand je reçus, malgré deux récents changements d'adresse, une « invitation » de la gendarmerie nationale à me rendre au fameux « bastion XIV » pour y récupérer la carte de sécurité sociale de ma femme et pour y présenter mon fascicule militaire.

Alors, la centralisation des renseignements, le fichage, ça n'existe pas ?

Jean Pierre S.



Anticapitaliste, anticlérical, antimilitariste LE GROUPE "OCTOBRE"

Dans un précédent numéro (18 juin), nous avons relaté le cheminement du théâtre d'agit-prop en France, et ses composantes. Aujourd'hui nous publions une interview de Raymond Bussières, qui rend compte d'une expérience particulière, celle du groupe « Octobre », dans lequel il était intégré, et de laquelle il traduit l'aspect vivant.

Le groupe « Octobre » est né de la rencontre de J. Prévert et ses amis, avec un groupe proche du théâtre d'agit-prop tel qu'il était mis à l'ordre du jour par la fédération du Théâtre ouvrier de France. Il apporta dans la FTOF le sang poétique et littéraire de Prévert et une veine politique anticapitaliste, anticléricale, antimilitariste, pacifiste, mais aussi communiste, bien que non alignée sur les mots d'ordre du PCF.

« Octobre » refusait le lieu théâtral, descendait dans la rue, dans les réunions publiques, dans les usines, dans les grands magasins, dans les soupes populaires. Il s'agissait d'un théâtre de circonstance, éphémère, en liaison avec l'événement ; c'est pourquoi il ne reste que très peu de traces écrites de ces manifestations. Il disparut également avec l'événement, et ne l'entendait pas autrement.



Le Groupe Octobre arrive à Moscou. De gauche à droite : Mme Moussinac, Marcel Duhamel, J.-P. Le Chanois, Léon Moussinac, Lou Tchimoukoff, Raymond Bussières, Léo Sabas.



INTERVIEW DE RAYMOND BUSSIÈRES

« Notre tapin à nous, au lieu de distribuer des tracts, c'était de les dire à haute voix dans les usines, dans les meetings ou directement dans la rue »

Comment se définissait le groupe octobre ?

Pour nous l'art et la culture ça nous amusait un peu, mais nous étions beaucoup plus pressés de faire la révolution. Nous avions quitté le groupe « Prémice » en 1932 et sa conception populiste pour créer une troupe d'agit-prop dans la lignée de Piscator. Ce qui nous intéressait c'était la révolution pour après demain. Je tiens à dire que ce qui a été déterminant c'est notre rencontre avec Jacques Prévert. Paul Vaillant Couturier, à qui j'avais demandé d'écrire des textes, me répondit qu'il ne pouvait pas étant donné tout son boulot, nous aiguilla sur un type qu'il avait rencontré, un gars assez insensé, qui venait d'écrire un texte merveilleux « souvenir de famille ou en garde chiourme » : c'était Jacquot.

A partir de ce jour-là Jacques s'est mis à écrire à la commande, en ouvrier obéissant. Par exemple le matin on apprenait qu'il y avait une grève chez Citroën ; un coup de téléphone à Prévert, à 6 heures on avait le texte à la maison des syndicats et à 8 on le disait devant les ouvriers de chez Citroën. On intervenait de la même manière dans les soupes populaires organisées par les « croix de feu » avec un texte qui commençait par : « mange ta soupe et tais-toi »

Quelle réaction cela suscitait ?

En général c'était assez bien reçu, parfois même les mecs copiaient les textes et se les repassaient. Il y a des fois où l'effet

de surprise était total ; je me souviens des 14 juillet où on allait à des bals populaires à deux ou trois, on prenait un guéridon un godet, et pendant une pause on montait sur une table et on disait aux gens : « vous dansez, bravo !, c'est une fête populaire, il faut bien s'amuser, aujourd'hui c'est le 14 juillet mais demain c'est le 15 juillet, c'est la fête des propriétaires. On danse déjà un peu devant le buffet, mais si les huissiers l'emporte on ne saura plus sur quel pied danser », et ça se terminait comme ça : « demain on vous fera danser la valse bleu horizon ; à qui le tour d'être le poilu inconnu ? » ; je te prie de croire que ceux qui étaient venus là pour guincher et sauter une petite, ça leur faisait quand même un peu drôle !

Notre tapin à nous, au lieu de distribuer des tracts, c'était de les lire à haute voix dans les usines, dans les meetings ou directement dans la rue.

Qui appartenait à ce groupe ?

Prévert s'est ramené avec une bande de potes à lui, tous plus ou moins d'anciens surréalistes ; il y avait Marcel Duhamel, Max Maurice, Yves Allegret ; on était trois au PC : Le Chanois, Fuxkman et moi ; il y avait aussi des trotskystes ; Yves Allegret par exemple était le cousin de Naville ; mais pour nous il n'y avait pas d'ennemi à gauche. Ça provoquait des discussions assez dures au PC mais je leur disais :

« vous m'emmerdez, qu'est ce que vous avez à dire contre nos textes, si un trotskyste les dit, qu'est ce

que voulez que cela me foute du moment qu'il les dit » On était un peu les brebis galeuses ; du reste on a été mentionné qu'une fois dans l'Humanité

Et 36 pour toi ça a été quoi ?

C'est la plus grande kermesse ouvrière que j'ai vu de ma vie, c'était insensé, incroyable ; il n'y avait pas de magasins avec trois vendeurs, d'usines avec quinze gars qui n'étaient pas occupés, communistes et socialistes ensemble. Les communistes disaient : tiens ton Blum il est gratiné et ton Cachin, toi, tu peux te le faire au cul ! Mais les gens étaient là et Julie faisait la cuisine pour tout le monde, elle amenait le casse-croûte aussi bien pour les socialistes et les communistes. Tout ça était d'une gaieté ! C'était la force calme, tranquille, l'évidence... Le groupe Octobre continuait son tapin en allant par-ci par-là. Je me souviens on a joué « La bataille de Fontenoy » à la Samaritaine au rayon « première communion » : enfin on participait au délire.

Comment t'es tu politisé ?

Mon père s'était présenté comme un député guesdiste en Corrèze dans les années 1900, ma mère tenait un bistrot et là j'entendais pas mal de chansons de prosos. A 10 ans, en 1917, un soldat nous a raconté les mutineries et a chanté la chanson de Craonne : tout ça nous a marqué. Et puis en 1927 ce fut la manifestation pour Sacco et Vanzetti, la

place de la Concorde était noire de monde, peut-être 200 000, 300 000 personnes et c'est là pour la première fois qu'une chanson m'a fait pleurer, quand ils se sont mis à chanter l'Internationale. Mon pote je peux te dire que ça faisait quelque chose ; et là il m'est arrivé un truc marrant : je me retrouve boulevard Sébastopol, il y avait une charge de flics et ils balançaient entre autre des petites tables en matière plastique dans les vitrines des cafés où les manifestants s'étaient réfugiés ; j'étais là indigné à 10 mètres, quand il y a trois gars qui me disent :

-tu as vu ces salauds, tu cours vite ?

-ouais, vous savez j'ai 20 berges et je ne suis pas cul de jatte.

-est-ce que tu peux nous rendre service, est-ce que tu sais engueuler un flic ?

-ouais je crois savoir.

-tu vois les flics qui sont devant la terrasse, tu les engueules, tu les insultes, ces ordures, pour qu'ils te courent au cul ; tu files devant jusqu'au coin de la rue, tu tournes à gauche et là tu biaises.

Ce qui fut dit fut fait aussi sec ; il y a trois poulets qui me filaient le train, d'un seul coup je pense à biaiser et à 6 mètres il y avait un tas de briques avec 15 mecs qui attendaient les flics. La haine du flic, les gens comprennent pas ; mais tu peux avoir la même optique quand il garde ta propriété ou quand il te file des marrons lorsque tu réclames trois francs d'augmentation. Je suis rentré au PC peu de temps après, non sans avoir pris quelques cours

de marxisme avec le père Rapoport, un type merveilleux que le PC a méprisé pendant quinze ans. J'étais dans une des trois cellules du 4ème arrondissement, et par ailleurs j'étais le secrétaire et l'unique membre d'une section de la CGTU à l'Hotel de Ville. Je suis parti du PC à cause de l'Espagne et du Front Populaire. Après ça, qu'est ce que tu voulais que je fasse ? Pour moi les trotskystes, ils n'étaient pas assez nombreux, et puis ils avaient cet espèce de goût de la catastrophe : « ça va mal, on vous l'avait bien dit ! », l'air d'avoir toujours raison.

Il y a toujours une chose que je me dis, c'est simple, c'est con mais... Je suis allé un jour chez un copain, il me donne une bouteille avec un tire-bouchon et me dit de l'ouvrir ; je suis resté plus de cinq minutes sur cette putain de bouteille sans parvenir à la déboucher ; et puis je me suis aperçu que le tire-bouchon avait un pas à gauche ; je me suis dit c'est toi qui est con, tu n'as pas su t'en servir. Pour le socialisme, c'est pareil, on a pas encore réussi à ouvrir la bouteille.

Le livre d'Ernest Mandel « le troisième âge du capitalisme » est en vente à la librairie Rouge 10, impasse Guéméné Paris 4^e. Ça vaut le déplacement. Jusqu'au 15 juillet : 30 F au lieu de 40 F. Ensuite chaque tome coûtera 12 F.

Un sketch du groupe Octobre

CITROËN

(Bruit de sirènes. Obscurité sur la scène. Trois hommes autour d'une table. Une femme entre avec une lampe électrique)

Suzanne : A la porte des maisons closes, c'est une leur qui luiit.
Marcel : Quelque chose de faiblard, de direct. Une petite lanterne, un quinquet.

(Sirènes. Arrivée d'un groupe se tenant par les épaules.)

Groupe : Mais sur Paris endormi,
Jeanne : Une grande lumière s'étale :

Une grande lumière grimpe sur la tour,
Une lumière toute crue.

Bubu : C'est la lanterne du bordel capitaliste avec un nom de tôlier qui brille dans la nuit.

Tous : Citroën ! Citroën !

Marcel : C'est le nom d'un petit homme, Un petit homme avec des chiffres dans la tête ; Un petit homme avec un sale regard derrière son lorgnon, Un petit homme qui ne connaît qu'une seule chanson.

Tous : Toujours la même.

Marcel : Bénéfices nets.

Tous : Millions... Millions.

Sabas : Une chanson avec des chiffres qui tournent en rond, 500 voitures, 600 voitures par jour.

Marcel : Trotinettes, caravanes, expéditions, auto-chenilles, Camions... Bénéfices nets...

Tous : Millions... Millions... Citron... Citron.

Ida : Même en rêve, il entend son nom.

Une personne : 500, 600, 700 voitures,
par réplique : 800 auto-canon, 800 tanks par jour.

(Le groupe porte la main à son oreille, comme pour écouter, un par un)

Ida : 2000 corbillards par jour.

Tous : Et que ça roule.

Suzanne : Il sourit, il continue sa chanson,

Il n'entend pas la voix des hommes qui fabriquent,

Il n'entend pas la voix des ouvriers.

Bubu : Il s'en fout des ouvriers Un ouvrier, c'est comme un vieux pneu, Quand il y en a un qui crève On ne l'entend même pas crever.

Suzanne : Citroën n'écoute pas, Citroën n'entend pas

Sabs : Il est dur de la feuille pour ce qui est des ouvriers.

Bernard : Pourtant au casino, il entend bien la voix du croupier

Marcel : Un million, M. Citroën, un million S'il gagne, c'est tant mieux, c'est gagné Mais s'il perd, c'est pas lui qui perd C'est ses ouvriers.

Sabas : C'est toujours ceux qui fabriquent qui, en fin de compte, sont fabriqués

Bernard : Et le voilà qui se promène à Deauville.

Ida : Le voilà à Cannes, qui sort du Casino

Hilero : Le voilà à Nice, qui fait le beau sur la promenade des Anglais

avec un veston clair

Gisèle, Odet : Le voilà qui se promène

(Respiration)

Bois : Qui prend l'air
Bubu : A Paris aussi il prend l'air Il prend l'air des ouvriers Il peut prendre l'air, le temps, la vie.

Sabas : Et quand il y en a un qui crache ses poumons dans l'atelier Ses poumons abîmés par le sable et par les acides, Il lui refuse une bouteille de lait

Jeanne : Qu'est ce que ça peut lui foutre, une bouteille de lait, Il n'est pas laitier, il est Citroën.

Marcel : Il a son nom sur la tour, il a des colonels sous ses ordres; garde-à-vous ! Des colonels gratte-papiers, gardes chiourme, espions.

Sabas : Les journalistes mangent dans sa main.

Bussièrè : Le Préfet de police rampe sur son paillason.

Tous : Citroën... Citroën.

Marcel : Bénéfices nets.

Tous : Millions... Millions.

Marcel : Et si le chiffre d'affaires vient à baisser, Pour que, malgré tout, les bénéfices ne diminuent pas.

Marcel : Il suffit d'augmenter la cadence

Et de baisser les salaires des ouvriers

Tous : BAISSER LES SALAIRES

Sabas : Mais ceux qu'on a trop longtemps tondus en caniches

Bubu : Ceux-la gardent encore une mâchoire de loup.

Femmes : Pour mordre,

Hommes : Pour attaquer

Tous : Pour faire la grève

Femmes : La grève,

Hommes : La grève.

Tous : VIVE LA GREVE !

Sur



A Apostrophes

UN MATCH EXPLOSIF!

Ça va saigner ! Ce soir à Apostrophes (A2, 21 h 45), Jean-Marie Brohm, auteur de plusieurs livres sur le sport, dont récemment « Critique du Sport » en 10/18, affrontera les auteurs de quelques ouvrages édités sur la « fabuleuse histoire des Jeux Olympiques », « noblesse du sport », « la réussite sportive »... Comme on connaît notre Brohm, ça risque de ne pas être triste. Dans les années 60, Jean-Marie a été l'un des premiers à avancer dans l'élaboration d'une critique radicale de l'institution sportive d'un point de vue de classe. Le résultat fut notamment un numéro de la revue Partisans « Sport, culture et répression » qui fit date. Aujourd'hui, Jean-Marie anime une revue de recherche sur les problèmes du corps et du sport intitulée Quel corps ? et qui en est à son quatrième numéro.

La critique qu'opère Brohm du sport est entière, sans nuances. Sur certains points, nous divergeons d'avec elle, mais globalement, nous nous accordons sur les grandes lignes d'une analyse globale de l'institution sportive. L'émission sera animée. Jean-Marie arrivera avec ses trois tonnes de documents, les milliers de citations du baron de Coubertin qu'il connaît par cœur et sa verve intarissable. La partie adverse réussira-t-elle à en placer une ?

A.B.

télévision



12.15 Réponse à tout
13.00 Journal
13.35 Programmes régionaux
18.05 Pour les jeunes
18.30 A la bonne heure
19.05 Château Espérance
19.20 Actualités régionales
19.40 Une minute pour les femmes
19.45 Tour de France
20.00 Journal
20.30 Au théâtre ce soir, Ami, ami.
22.35 Ballet Ravel-Russillo
23.15 Journal



13.35 Programmes régionaux
14.00 Les après-midi d'Antenne 2
19.20 Actualités régionales
19.45 Tour de France
20.00 Journal

20.35 Le chirurgien de Saint-Chad
21.45 Apostrophes (voir « ce soir sur l'A 2 »)

23.00 Ciné-club

Loulou, film allemand de Pabst, 1928. Un chef-d'œuvre de cinéma muet allemand se tourne, avec Pabst et quelques autres vers la critique politique et sociale. Ici, l'attaque des mœurs bourgeoises porte plus loin que jamais. Il est vrai qu'elle est portée par un cinéaste extrêmement lucide et par la plus grande actrice de tous les temps : Louise Brooks. Fortement recommandé à tous les publics et aux autres.



FR3
18.15 Emission alsacienne sur Strasbourg
Kennsch dü din ländel ?
18.45 Pour les jeunes
19.05 Programmes régionaux
19.20 Actualités régionales
19.40 Tribune libre
Association des jeunes élus locaux
20.00 Au fil du Rhône
20.30 Vendredi : comment ne pas mourir en vacances.
Gasp ! Ne pas en prendre ? Mais on meurt aussi du travail...
21.30 America
Dixième émission de la série, aujourd'hui les villes et les problèmes d'insertion des immigrants dans les villes américaines.
22.20 Journal
22.35 Les Alsaciens ont le droit de se coucher plus tard puisqu'il y a une émission sur Strasbourg consacrée au théâtre alsacien de Mulhouse.

Dans l'objectif

AIX EN PROVENCE

Musique tout le week-end encore et variée, avec Ars Nova, vendredi à 17 h au Maynier d'Oppeda, le quatuor Bernede qui joue Haydn, Beethoven, Bartok, le Cuarteto cedron vendredi et samedi à 21 h 30 et dimanche à 18 h au Maynier le quatuor de percussions DAO ; à 21 h 30 au Val St André un concert du groupe provençal Mont Joia. Ce n'est pas tout ce que l'on peut entendre à Aix, renseignements sur place : « Musique dans la rue », 5 rue Villeveille.

DIJON

Suite du complot musical : Randie Weston et Johnny Griffin vendredi 25 à 21 h au théâtre de Dijon. Shepp le lendemain avec ses acolytes au même endroit.

LEZIGNEUX par MONTBRISON

Salut les radins comme disait l'autre, hola messires les folkeux, deux jours de musique pour pas un rond les 26 et 27 au festival Jeunes-Forez. C'est la quatrième édition de ce festival en Forez, il s'adresse à l'ensemble des groupes musicaux pop et folk et aux musiciens solos notamment régionaux. Le festival est entièrement contrôlé par les organisations locales de jeunes qui en assurent bénévolement l'organisation. Alors ni une ni deux, Contacter Bernard Vial, rue des Clercs, 42600 Montbrison.

LA ROCHELLE

A partir du 26, Rencontres internationales d'art contemporain, premier festival de gros calibre de l'été. L'oncle Sam a deux cents ans, Steve Reich en a beaucoup

moins, c'est lui qui ouvre le feu samedi prochain à 21 h. On va entendre beaucoup de nouvelle musique américaine cet été et cet automne, pour bien se mettre dans le bain on peut retourner écouter Steve Reich dimanche toujours à La Rochelle. Dimanche également début de la série de spectacles : « Ecritures américaines », lectures-spectacles d'auteurs américaines dirigées par Antoine Bourseiller ; c'est Kerouac qui a le privilège d'ouvrir le bal. Mais que les sourdiques ne se réjouissent pas trop vite, la grande musique n'a pas perdu ses droits là-dedans : il y a Barre Phillips à la contrebasse pour accompagner Kerouac. Dimanche encore à 20 h 30 : Le Théâtre de l'Utopie joue La planète du diable, mystère ambulant de Patrick Collet.

MARSEILLE

Beaucoup de choses à Marseille : un collectif « grain de sel » s'est formé dans la vieille cité phocéenne, comme disent les journalistes sportifs ; c'est le prolongement local du Chapiteau du grain de sel qui comprend la troupe Z, Bretelles, Charivari Monstre, al Assifa, Imago, etc., bref des gens qu'on aime bien. Tout ça pour dire qu'il y a une quinzaine d'animation en vue place Carli. Ce week-end, ça commence par la fête de La Criée, le journal excellent au demeurant bien connu des lecteurs de Rouge.

HEROUVILLE SAINT CLAIR

Soirée de poésie et de chansons à la MJC d'Hérouville le soir du 26 du mo.s. Bernard Courard auteur-compositeur : « Une ombre, un spectre distendu qui marchait la queue en cornue »

NEUILLY PLAISANCE

Capitale du Brésil le 26 avec la troupe Mumulengo qui se répand en ville de 17 h à 20 h et joue Vie mort et résurrection de Mateus à 21 h au Bel-Air. Dimanche, à partir de 17 h, grand méchoui musical avec le groupe Nedjma, musique berbère ; le groupe Afida, bossa ; et le duo Univave, fado. Gratis. Merci qui ? Merci la MJC BorisVian.

CHELLES

Le 26, rue des Frères Verdeaux, au Centre de loisirs de Chelles, Maso et Miso vont en bateau.

NOISY LE SEC

Le festival, le festival autogéré par les musiciens eux-mêmes, ceux qui ont formé l'association Merlan corporation, 88 rue du Merlan, Noisy le Sec. Samedi à partir de 10 h et jusqu'à la nuit au stade Huvier, 15 F. Qui sont ces merlans ? Archexonon, Asphalt Jungle, Casthelemis, Kool Gool, Lard Free, Oedipe, Papa Speed,

Bernard Lavilliers. On en parlera plus longuement, Bretzel est sur la piste.

PARIS

● LA CANAILLE : au 4 rue Crillon, 278 09 71 cette semaine, chansons de Gilbert Sagel, textes de Gaston Couté dits par Bernard Meulieu. 21 h vendredi.

● NORMALE SUP : concert de jazz-rock avec le Glauk Orchestra vendredi à 21 h. 45 rue d'Ulm comme chacun sait. Olivier Bauchard à la basse, celui qui fait doum-doum-doum ; François Warner au sax alto, lui il fait coïcoïn dans les aigus ; Paulo Dubuisson au piano, tout le monde connaît le son du piano ; Pedro Rigopoulo aux percussions, rrran rrrantplan ; Didier Sachs aux drums : cymbale et fin.

● BLANCS MANTEAUX : le chanteur algérien Idir à 21 h 30 ; c'est lui l'auteur de A vava Inou va, mais il sait faire autre chose que des tubes. Jusqu'au 11 juillet, de la belle musique ; et puis ça fera plaisir à Nicole ; Nicole Higelin of course.

un débat à montpellier

La librairie de la Brèche ouverte à Montpellier en avril dernier organise un débat sur Marxisme et erreur : de Lyssenko à Soljenitsyne avec Daniel Bensaïd, Régis Debray et Dominique Lecourt auteur de Lyssenko, histoire d'une science prolétarienne. Ce débat aura lieu au grand amphithéâtre de la faculté de droit, rue Cardinal de Cabrières, vendredi à 21 h. Trois témoins des trajectoires de toute une génération militante confrontée à la crise de la société comme à celle du stalinisme. Il était important que cette confrontation sur l'erreur et le marxisme vienne de l'intérieur du mouvement ouvrier. Jusqu'à ces dernières années c'était un thème tabou au sein de ce mouvement, la critique de l'erreur était censée jeter les ouvriers de Billancourt et d'ailleurs dans les affres du désespoir.



LA MINE TUE

• Cinq morts dans les usines de potasse d'Alsace

Ils ont été enterrés mercredi. Un enterrement pas comme les autres : des milliers et des milliers de mineurs rassemblés pour marquer leur peine et leur colère. « Il s'agit d'une journée de deuil expliqua le délégué CGT, mais aussi, disons le nettement, d'une journée de lutte pour que l'hygiène et la sécurité soient assurés au maximum ».

« Une absurdité », c'est ainsi que les dernières nouvelles d'Alsace, le grand journal régional, commentait ces cinq morts, au lendemain de l'accident. Pour ajouter aussitôt que cette hécatombe de devait pas « susciter de nouvelles divisions » (autrement dit ne pas entraîner de riposte), mais au contraire « favoriser une réflexion plus approfondie sur une technique

minière qui doit échapper par certains côtés à l'homme ».

Ce fatalisme détaché n'a pas convaincu les mineurs.

Les faits sont accablants. Samedi matin à deux heures, alors qu'il remonte de la mine, un mineur témoigne : « cette installation de la cuve et du plancher date de 1967. Depuis, elle n'a pratiquement jamais été vérifiée.

Tout était pourri en bas, même les poutrelles métalliques supportant le plancher n'ont pas tenu le coup. C'était à prévoir. La veille, Roesch, l'un des disparus était parti en reconnaissance, ayant vu l'état du plancher. Il n'aurait plus voulu redescendre sans la présence de l'ingénieur. Si un plancher pourri supporte facilement le poids d'un homme, il n'en va pas de même si cinq

mineurs s'y trouvent en même temps. »

Fatalité, ou mépris des travailleurs et de leur sécurité ?

Immédiatement, la CGT et la CFDT se sont constituées partie civile, afin de pouvoir apporter leur contribution à l'enquête et d'avoir accès à tous les dossiers.

Les deux syndicats ont mené également leur propre enquête. Les résultats mettent directement en cause la direction : cette dernière savait en effet depuis des mois que l'état des installations mettait la vie des mineurs en danger : non seulement elle connaissait le rapport du mineur descendu au fond en reconnaissance ; mais elle avait entre les mains toute une série de rapports d'agents de la direction des mines datant de 1974 et 1975. Ils disaient

clairement que les installations étaient dans un tel état que la visite au fond du puisard était très dangereuse, voire impossible. L'un de ces rapports était même formel : « Le goyot n'était pas en état. La visite du fond du puisard est impossible ».

Un rapport qui date du 23 octobre 1975 ! Un rapport de neuf mois antérieur à l'accident.

Ainsi la direction était prévenue depuis longtemps. Mais ni l'opinion d'un travailleur ni celle des experts n'ont été prises en considération.

Les morts de toute façon, « c'est dans les statistiques ». La mine tue, c'est connu. Comme le dit le journal, « la technique minière échappe encore par certains côtés à l'homme ». C'est une absurdité regrettable. Mais avant de parler d'absurdité et de

technique minière, il faudrait commencer par parler du refus de la direction de mettre en place les commissions d'hygiène et de sécurité au niveau de chaque puit et service.

Derrière ces cinq morts, il y a des chiffres qui parlent : entre 1974 et 1975, le taux de fréquence des accidents est passé de 5, 11 pour 10 000 postes à 5,87 ; soit une augmentation de 15 %. Comme le dit la CGT, « l'hygiène et la sécurité passent au second plan. Ce qui passe au premier plan, c'est le rendement ».

En se mettant en grève depuis l'accident, en manifestant leur colère lors de l'enterrement, les 1 500 mineurs de Marie Louise Berrwiller ont montré qu'ils refusaient cette fatalité là.

Correspondant

POTASSE ? PAS RENTABLE

priorité au rendement. Cette politique conduit non seulement à la multiplication d'accidents du travail qu'il était possible d'éviter. Elle se traduit ainsi par un plan de « rentabilisation » du bassin potassique, dont les conséquences pour les travailleurs sont spectaculaires : fermeture de puits, arrêt de l'embauche, réduction des subventions, suppression de 8.500 emplois.

Tout cela pour le plus grand profit des trusts de la chimie. C'est d'ailleurs ce qu'avouait fort cyniquement un certain monsieur Butter au conseil de surveillance des M.D.P.A. : « 80 % de la potasse est mise en vente en France sous forme d'engrais composés. Or la potasse est de loin l'élément qui rapporte le moins à un industriel fabriquant des engrais composés. Les grands fabricants d'engrais sont essentiellement des producteurs d'acide phosphorique. En tant qu'industriels, ils n'ont pas intérêt à présenter sur les marchés de formules riches en potasse »...

AMELIE 1

Henri Keller (collection « la France sauvage »)

Amélie 1, comme Marie Louise, c'est le nom d'un puit de mine dans le bassin potassique du sud de l'Alsace, à quelques kilomètres de Mulhouse. Dans ce livre, Henri Keller nous parle de la période de sa vie où il a travaillé à la mine. L'ouvrage s'ouvre sur une dédicace à la mémoire de trois mineurs tués, alors même qu'il le terminait. Trois mineurs qui laissent treize orphelins, trois mineurs dont un que sa femme attendait sur le carreau pour partir en vacances : « Tout était prêt : voiture, valises, itinéraire. Il n'y eut pas de vacances, seulement des heures et des heures de recherche pour retrouver trois cadavres déchiquetés, méconnaissables, en lambeaux, dont il a fallu ramasser les restes à la pelle ». Et le livre se termine sur l'enterrement d'un ami « tué à la mine ».

c'est une longue description, minutieuse comme une entomologie, de « l'homme cloporte qui gratte du sel à 900 mètres de fond », du mineur « dont la souffrance est mesurable en degrés centigrades, en température sèche, en litres de sueur transpirés, en nombre d'écorchures sur la peau où la potasse pénètre comme un acide, comme une langue de feu. Le travail dans le fond de la mine y est décrit comme un concentré de l'exploitation capitaliste : par instants, par instants seulement, il me semblait que la mine était une pieuvre. J'étais allé à elle, dominé par son emprise. Etouffer, souffler, aspirer. Je ne lisais plus rien. Zéro, zéro la ligne, comme les copains. Je ne connaissais plus qu'un cycle travail, boustifaille, sommeil, disons plutôt absence, mes rêves c'était encore le boulot. La vie, l'ailleurs, c'était les soucis ou des joies en plus, des

suppléments, des hasards, des agressions, des étrangetés ».

Ce livre écrit sans concession, ni populisme ni misérabilisme est une extraordinaire dénonciation du capitalisme.

Correspondant



LE RENDEMENT AVANT TOUT

Il y a quelques jours est parvenu à Uss'm Follik un article sur les mines de potasse d'Alsace, rédigé à l'initiative de femmes de mineurs. Nous avons rencontré deux

- Il y a du grisou aux MDPA ?
- Oui, mais il y en a beaucoup moins que dans le charbon. Dans le charbon, cela représente peut-être 6 %, mais ici, le taux de grisou est de 0,50 à 0,70 % à peu près. Dans le sel gemme, il y a des couches de schiste bitumé, c'est là que le grisou peut s'emmagasiner dans une poche.
- Le grisoumètre marche avec des accus et le hurleur s déclenche assez souvent parce qu'il est en mauvais état de marche. De ce fait, il y a eu souvent des fausses alertes. Alors maintenant, quand le hurleur se met en marche, les mineurs ne bougent plus. Il y a aussi des exercices d'évacuation. Mais à Marie Louise, en quatre ans, il n'y a eu qu'un seul exercice. Le mineur sait ce qu'il a à faire en cas d'évacuation, mais, si l'alerte était donnée pour de bon, ce serait une sacrée panique. Il y a aussi des gars qu'on change de quartier, il faut du temps pour s'y reconnaître, eh bien en cas de grisou, ils ne sauraient pas comment exactement s'en sortir. Il faut dire que le chemin d'évacuation est fléché et indiqué par des panneaux.
- Il n'y a pas assez d'exercices, et puis, c'est souvent en fin de poste, à la va vite. Le rendement avant tout quoi.
- Oui, chaque mineur est responsable de la sécurité. Mais si tu respectes la sécurité à la lettre, tu ne feras pas la même production que les autres et, à cause de la sécurité, tu seras mis à une autre place. Tu seras toujours bien noté, d'accord, mais on te changera quand même de place.

mineurs du puits Marie Louise dans le bassin potassique du Haut Rhin, et nous leur avons demandé quelle avait été la réaction des mineurs de potasse après Liévin.

- Il y a la fatigue, la chaleur (41° dans certaines tailles), la poussière, le bruit infernal des haveuses. Il faudrait remédier à tous ces facteurs d'accident.
- Les responsables à la sécurité, c'est un ingénieur qui dirige plusieurs porions de la sécurité. Ils font des tours dans la mine, ils regardent. Ils disent eux-mêmes qu'ils ont une sacrée planque.
- A Fernand Anna, pendant des années, une commission de sécurité comprenant ingénieurs, porions et ouvriers se réunissait de temps en temps. On échangeait nos idées sur la sécurité dans la mine. Il aurait fallu discuter sur le tas, au fond et pas dans un bureau.
- Quand on se plaint à l'ingénieur sur la sécurité, il répond : « Regardez les consignes, c'est pas de notre faute si vous ne les respectez pas ».
- C'est comme un flic qui te dit : « Nul n'est censé ignorer la loi ».
- Oui, c'est vrai, quand tu rentres à la mine, on te donne un carnet de consignes, un code, quoi. Mais ça, c'est comme un billet de 10 F il y a quinze ou vingt ans. Depuis les méthodes ont changé et le code reste le même. Il faudrait toujours le réviser.
- Quand on arrive à la mine, l'information n'est pas suffisante. Au début je ne savais pas ce que c'était un grisoumètre. Je ne savais pas comment ça fonctionnait, nous dit K.